

# Ce sont les luttes des peuples qui décident de l'avenir de l'humanité

## Notre époque est celle de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne

Camarades,

Notre époque est celle de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. C'est l'époque ouverte, en 1917, par la victoire de la Révolution bolchévique, l'époque où le capitalisme, s'étant répandu sur tout le globe et parvenu à son dernier stade, l'impérialisme, subit et subira l'assaut du prolétariat et des peuples du monde jusqu'à ce que la révolution prolétarienne ait triomphé dans tous les pays.

En se transformant en impérialisme, le capitalisme, en effet, a exacerbé à l'échelle du monde les contradictions inhérentes à son système d'exploitation et d'oppression : aussi bien la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat que la contradiction entre les peuples et nations opprimés et l'impérialisme. Dans le même temps, les puissances impérialistes, une fois le monde partagé, se sont constamment affrontées pour son repartage, provoquant de ce fait deux guerres mondiales. Là où la chaîne de la domination impérialiste s'est trouvée particulièrement affaiblie, et où les conditions ont pu être réunies, la victoire de la révolution prolétarienne a permis que commencent à s'édifier des pays socialistes.

C'est pourquoi tout au long de cette époque, la réalité du monde déterminée sous ces formes, par la lutte des classes, se définit dans son essence par plusieurs contradictions fondamentales.

Au lendemain de la Révolution d'Octobre, ces contradictions, un nombre de quatre, pouvaient se

formuler ainsi : la contradiction bourgeoisie-prolétariat dans les pays capitalistes, la contradiction entre les pays impérialistes et les peuples et nations opprimés, la contradiction entre les différents pays impérialistes, la contradiction entre l'URSS socialiste et les pays impérialistes.

Ces contradictions sont liées entre elles et agissent constamment les unes sur les autres. Il est impossible d'en nier une seule ou d'en privilégier une pour la substituer aux autres. Les contraires qui forment ces contradictions évoluent de même que le poids respectif de chacune d'entre elles, selon les périodes.

Ainsi, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les contradictions entre pays impérialistes se poursuivent, mais dans le cadre, nouvellement apparu, d'un camp impérialiste où les États-Unis, momentanément, imposent leur loi aux autres impérialismes vaincus ou affaiblis à la suite de la guerre. D'autre part, la contradiction entre pays socialistes et pays impérialistes a pris une nouvelle dimension : l'URSS n'est plus le seul pays socialiste, mais il s'est constitué un ensemble de pays socialistes, dont la Chine, suffisamment unis politiquement pour former un camp socialiste. Une vague puissante de mouvements de libération nationale prend alors son essor, cependant que, dans les pays capitalistes développés, le mouvement ouvrier se trouve déjà entravé par le développement du révisionnisme.

Dès le début des années 60, cette situation s'est considérablement

modifiée. Alors que se poursuit avec vigueur l'essor des mouvements de libération nationale dans le monde, et que de nombreux pays anciennement colonisés conquièrent leur indépendance, le camp impérialiste est déjà en voie de se désagréger, les impérialismes européens et japonais reconstituent leurs forces et contestent dans différents domaines la suprématie US. Et surtout, du fait du révisionnisme qui l'a emporté au sein du PCUS, et de la scission qu'il provoque au sein du mouvement communiste international, en URSS et dans la plupart des pays de l'Est, le capitalisme est restauré et le camp socialiste cesse d'exister.

La progression d'ensemble de la révolution prolétarienne passe ainsi par un processus complexe, où, non seulement les contraires de chaque contradiction, mais aussi la place, le poids respectif de chaque contradiction se modifient, selon les périodes.

Dans des conditions déterminées, le développement des quatre contradictions fondamentales peut faire apparaître une contradiction principale, qui caractérise un moment seulement de l'existence du phénomène. C'est ce qui est apparu nettement au cours de la Deuxième Guerre mondiale, où deux camps opposés se sont affrontés. D'un côté, le camp des États fascistes (Allemagne, Italie, Japon) ; de l'autre, un camp anti-fasciste regroupant un pays socialiste, l'URSS, des pays capitalistes (Grande-Bretagne, États-Unis) et à l'intérieur des pays capitalistes le prolétariat uni à d'autres classes et couches, dans la résistance anti-fasciste, ainsi que des mouvements de libération nationale engagés dans la révolution de démocratie nouvelle. Une fois cette contradiction principale résolue par la victoire, le développement des contradictions fondamentales a pris un nouvel essor.

La délimitation du monde en deux camps, au cours de la Seconde Guerre mondiale n'avait pas pour but de dissimuler en quoi que ce soit les contradictions fondamentales mais se fondait bien sur une synthèse rigoureuse de l'état de développement de l'ensemble de ces contradictions.

Pour situer notre combat dans le cadre de la situation internationale, nous ne pouvons donc en aucun cas répéter seulement la formulation générale des contradictions fondamentales, ni nous contenter d'un examen superficiel de quelques éléments de la réalité. Nous devons envisager la complexité du monde tel qu'il est, prendre en compte aussi minutieusement que possible tous les facteurs qui concourent au développement des contradictions fondamentales, leurs liaisons entre elles, en faire l'analyse concrète, et parvenir soit à en dégager la contradiction principale pouvant caractériser un moment de l'époque, soit à évaluer la division politique, «le partage de la population du globe», comme disait Lénine, résultant à un moment donné du développement des contradictions fondamentales.

---

## La constitution du Tiers - Monde en force politique

---

Si l'on considère l'évolution récente des quatre contradictions fondamentales, deux phénomènes saillants apparaissent, qui sont eux-mêmes l'aboutissement de tout un processus : d'une part, à la suite de la dégénérescence révisionniste du PCUS, la restauration du capitalisme au sein de l'Union soviétique amène l'URSS à s'affirmer sur la scène internationale comme une nouvelle puissance impérialiste, qui d'emblée, par ses moyens militaires et l'ampleur de son empire, entend rivaliser avec l'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme américain. L'invasion de la Tchécoslovaquie, au mois d'août 1968, marque de façon irréversible, l'avènement de l'impérialisme soviétique. Les contradictions inter-impérialistes s'en trouvent dès lors profondément bouleversées.

D'autre part, les vagues successives des mouvements de libéra-

tion nationale, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ont abouti à la désagrégation, puis à la disparition quasi-complète des anciens empires coloniaux. Toute une série de pays d'Asie et d'Afrique, mais aussi d'Amérique latine se sont trouvés ainsi confrontés, dans des conditions nouvelles, à l'impérialisme : au plan d'ensemble, les victoires remportées par les mouvements de libération nationale ont renforcé la pression des masses sur des gouvernements dont, à l'origine, l'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme pouvait être très formelle. Souvent, dans des conditions diverses, de nouvelles couches de bourgeoisie nationale ou de petite bourgeoisie sont parvenues au pouvoir et ont entrepris d'édifier un capitalisme national. Enfin, le développement des contradictions inter-impérialistes a offert de nouvelles possibilités pour ces pays de mettre en cause leur tutelle.

Ainsi s'est constitué un regroupement avant tout *politique* de pays qui se retrouvent relativement unis pour s'opposer au colonialisme, au néocolonialisme, au sionisme, au racisme, au pillage et à la politique de force et de subversion de l'impérialisme, et notamment des USA et de l'URSS.

Ce regroupement politique, les prémices en apparaissent dès la conférence de Bandoeng, en 1955. Depuis lors, la tendance historique des pays du tiers-monde à se constituer en force politique face à l'impérialisme s'est exprimée et affirmée, à travers les formations politiques et diplomatiques qui se sont créées, par les prises de position communes de ces pays dans les instances internationales, par une série d'actes concrets, au plan politique, d'aide aux mouvements de libération nationale, et au plan économique. La Chine socialiste, pays du tiers-monde, a joué dès le début et continue à jouer un rôle moteur dans ce mouvement.

Nier cette réalité, considérer que l'ensemble de ces pays seraient demeurés à l'état de simples néocolonies, ce serait nier que l'essor sans précédent des mouvements de libération nationale, depuis plus de 30 ans, ait pu bouleverser en profondeur les rapports de forces avec l'impérialisme au plan mondial.

Les pays qui participent au mouvement politique du tiers-monde

ont des systèmes sociaux et des régimes politiques internes bien différents ; souvent, ils connaissent des régimes oppressifs, dictatoriaux. Toutefois, il serait hasardeux aujourd'hui, hors la démarcation entre socialisme et capitalisme, de chercher à les regrouper selon les affinités de leurs régimes. Le progressisme ne saurait avoir le même contenu aujourd'hui qu'au moment où l'impérialisme US était l'ennemi N° 1 des peuples. Le social-impérialisme entretient la confusion pour couvrir ses visées dans le tiers-monde, le diviser et blanchir des régimes comme celui de Mengistu en Ethiopie.

Si on les considère isolément, bon nombre de pays du troisième monde conservent encore, à des degrés divers, des liens de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

Cependant, nous devons considérer le rôle politique de ces pays non pas isolément, mais dans leur ensemble, non pas ponctuellement, mais selon l'évolution historique de leur comportement vis-à-vis de l'impérialisme. S'il s'est constitué un *mouvement* des pays du tiers-monde, qui s'exprime et agit sous des formes variées, c'est précisément que la plupart de ces pays, très généralement encore en position de faiblesse quand ils sont confrontés séparément à l'impérialisme, ont été amenés, sous la pression des peuples et en mettant à profit des conditions nouvelles, à ressentir la nécessité de l'affronter, et, pour cela, avec des flux et des reflux, à renforcer leur unité politique, seul moyen de transformer en leur faveur le rapport de forces global avec l'impérialisme.

Ainsi, phénomène nouveau, ces pays, pour autant qu'ils participent au mouvement politique du tiers-monde, sont capables de porter des coups à l'impérialisme et, sous l'effet du mouvement de libération nationale, de la volonté d'émancipation des peuples, sont amenés, de ce fait, dans ces conditions et dans ces limites, à participer de la révolution prolétarienne mondiale.

---

## Les deux superpuissances et la rivalité pour l'hégémonie mondiale

---

Le second grand bouleversement qui est intervenu dans les dernières

années, c'est, à la suite de la restauration du capitalisme en URSS, son émergence en tant que nouvel impérialisme sur la scène mondiale.

Car ce nouvel impérialisme, quand il s'affirme dès la fin des années 1960, se trouve déjà en possession d'un potentiel militaire et économique, d'une aire de domination qui le mettent d'emblée en position de rivaliser avec le plus puissant. Les données de la rivalité entre impérialismes en ont été très profondément modifiées : dès lors, avec netteté, la rivalité entre puissances impérialistes pour la domination du monde ne pouvait plus concerner que les Etats-Unis d'un côté, et de l'autre, le nouvel impérialisme soviétique. L'inégalité de développement de l'impérialisme aboutit par tout un processus depuis la Seconde Guerre mondiale, à ce qu'il n'y ait plus que ces deux puissances impérialistes en mesure de prétendre à l'hégémonie mondiale, les autres puissances étant ainsi reléguées au rang d'impérialismes secondaires.

Si fondamentalement les deux superpuissances sont de même nature que les puissances impérialistes, elles sont parvenues à un degré de développement qui les différencie des autres. Du point de vue du repartage du monde, elles se sont acquies une position qualitativement différente en ce sens qu'elles seules peuvent envisager de prendre l'initiative de la guerre et sont concrètement prêtes à l'engager. Elles seules peuvent prétendre à l'hégémonie. C'est pour rendre compte de ces caractéristiques que les USA et l'URSS sont qualifiées de superpuissances.

Parce qu'ils sont tous deux des superpuissances, les plus grands exploités et oppresseurs, parce qu'ils sont les principaux fauteurs d'agression et de guerre, les Etats-Unis et l'URSS constituent l'ennemi principal des peuples du monde entier.

Toutefois, par suite de l'évolution historique différente dont elle est issue, chacune des deux superpuissances occupe une position particulière : les Etats-Unis, en plus de leurs chasses gardées d'Amérique latine, se sont constitué, surtout depuis la Seconde Guerre mondiale, un très vaste réseau de liens d'assujettissement politique et économique à travers le monde, et, corrélativement, ont imposé leur

présence militaire à l'échelle du globe ; ils conservent par rapport à l'URSS, l'avantage du point de vue de leurs capacités économiques et, pour une part également, technologiques. Mais, alors que l'impérialisme américain avait pu prétendre un temps assumer le rôle de gendarme mondial, les défaites que lui ont infligées les peuples, en Asie notamment, ont précipité ses difficultés dans tous les domaines et accéléré les symptômes de son déclin. Employant tous les moyens qu'il peut encore se permettre pour se maintenir en position d'hégémonie, il vise avant tout à préserver des positions acquises et se trouve plutôt sur la défensive.

Au rebours, l'URSS, tandis que s'y restaurait le capitalisme, a mis à profit le temps où les Etats-Unis s'enlisaient et s'affaiblissaient dans la guerre pour les rattraper au plan de l'armement, pour développer sous la forme d'aide militaire et économique, sa pénétration impérialiste dans le monde, et renforcer l'assujettissement des pays de l'Est européen. Aujourd'hui, elle se trouve en position d'offensive par rapport à son rival américain.

En effet, les caractéristiques propres au social-impérialisme se sont dessinées avec netteté.

Premièrement, parce qu'il est nouveau venu dans l'arène mondiale, il a un besoin vital de repartager le monde à son profit, d'évincer les impérialismes anciens, et notamment son rival américain, des positions qu'ils se sont acquises pour les affaiblir et constituer de vastes sphères d'influence à la mesure de ses besoins et de ses visées hégémoniques. L'histoire des deux guerres mondiales montre que les impérialismes apparus les derniers, ou se trouvant privés de zones d'influence à la mesure de leur potentiel (tels l'Allemagne, le Japon) ont un besoin d'autant plus pressant de remettre en cause le partage du monde.

Deuxièmement, si l'Union soviétique, dans sa logique impérialiste a concentré ses efforts pour rattraper au plan militaire les Etats-Unis, elle n'a pas, pour autant, mis en place un potentiel économique comparable à celui de son rival. C'est un choix significatif : l'URSS a misé avant tout sur la supériorité militaire, la menace de recours à la force armée pour piller et soumettre les peuples et parvenir à l'hégémonie.

Troisièmement, la structure interne du système soviétique actuel

constitue, de ce point de vue, un atout vis-à-vis de son rival US, et que l'URSS semble utiliser à fond : l'économie socialiste hautement centralisée s'est transformée en un capitalisme d'Etat, qui a atteint d'emblée un degré de concentration bien supérieur à celui de n'importe quel pays impérialiste : le pouvoir de la classe ouvrière s'y est transformé en une dictature de caractère fasciste. Ces deux conditions favorisent d'autant la voie de la militarisation et incitent à y recourir. Proportionnellement aux Etats-Unis, l'URSS absorbe deux fois plus de ses ressources pour les dépenses de guerre. Tous les moyens étatiques de propagande, d'encadrement et de répression dont dispose le parti révisionniste au pouvoir, sont utilisés pour répandre le militarisme, le chauvinisme et préparer la population à être lancée dans une guerre d'agression.

Enfin, vis-à-vis des peuples et aussi des pays, notamment du tiers-monde, le social-impérialisme bénéficie encore de l'image qu'a pu lui acquérir son passé de premier Etat socialiste. Alors que les peuples ont une longue expérience de lutte contre l'impérialisme américain et ont largement pris conscience de sa nature de rapace, l'Union soviétique peut encore donner le change. Bien que son prestige «socialiste» se soit sensiblement amoindri, elle peut encore continuer à faire passer ses actions de subversion et d'agression, ses interventions et son expansion, pour des manifestations de «l'internationalisme» et du «soutien au mouvement de libération nationale». Tant que les peuples n'auront pas été détrompés par leur propre expérience et par les efforts des plus clairvoyants, l'URSS dispose là, grâce à ce masque socialiste, d'un atout considérable pour faciliter sa politique expansionniste et agressive.

Ainsi, par la combinaison de ces différentes caractéristiques propres, le social-impérialisme est une superpuissance encore plus dangereuse que les Etats-Unis.

---

## L'Europe enjeu stratégique de la rivalité entre les deux superpuissances

---

La rivalité entre les deux superpuissances se manifeste partout

dans le monde par leur présence militaire, leurs ingérences, leur pillage et les conflits qu'elles provoquent ou attisent. Mais d'un point de vue stratégique, elle a pour enjeu l'Europe. Seule la mainmise du social-impérialisme sur l'Europe occidentale, serait en effet en mesure de lui assurer un atout décisif sur son rival américain, et de faire basculer à tel point le rapport de forces entre eux, en sa faveur, que l'Union soviétique pourrait alors prétendre seule à l'hégémonie mondiale. Ce n'est pas un hasard si en Europe sont stationnées face à face, en permanence, d'aussi fortes concentrations de troupes et d'armements soviétiques et américains. Aucune autre région du monde ne présente, de ce point de vue, une importance aussi cruciale. Dépossédés des liens multiples qu'ils ont tissés avec l'Europe de l'Ouest, dans tous les domaines, les Etats-Unis perdraient leur principale zone d'expansion pour leurs investissements, un de leurs principaux débouchés commerciaux en même temps que les positions stratégiques indispensables, de l'autre côté de l'Atlantique, au contrôle de la Méditerranée, du Moyen-Orient et de l'Afrique. Une fois brisées ces attaches, si solidement nouées depuis la guerre avec le vieux monde, les Etats-Unis se retrouveraient rapidement réduits à n'être qu'une superpuissance de caractère plutôt régional, principalement active au niveau du continent américain. A l'inverse, en s'accaparant toute l'Europe, l'URSS disposerait dès lors d'un potentiel humain, économique et aussi technologique bien supérieur à celui des USA ; d'autre part, elle monopoliserait du même coup les liens qui subsistent entre les vieilles métropoles européennes et les pays issus de leurs anciens empires coloniaux, notamment en Afrique.

Les pays impérialistes placés désormais à un rang secondaire, notamment ceux d'Europe et le Japon, occupent ainsi une position intermédiaire. D'une part, même s'ils continuent à avoir principalement recours à la protection du «parapluie nucléaire» américain, pour assurer leur défense vis-à-vis de l'URSS, ils n'en ont pas moins développé, dès les années 1960, de nombreux points d'opposition, remettant en cause la tutelle US imposée au lendemain de la guerre, désagrégeant ainsi le camp impérialiste formé sous direction américaine.

Or, ces contradictions persistent, alors même qu'ils sont confrontés aux pressions et aux visées hégémoniques de l'autre superpuissance, le social-impérialisme.

D'un autre côté, la plupart de ces pays maintiennent des relations d'exploitation et d'oppression de pays et peuples du troisième monde, souvent anciennes et héritées du passé colonial.

Mais en même temps, dans des conditions déterminées et sur des points particuliers, ils ont montré qu'ils étaient susceptibles d'adopter des positions et de prendre des mesures allant dans le sens d'une convergence avec les intérêts des pays du tiers-monde et contrecarrant, par là, les visées hégémoniques des deux superpuissances.

Les peuples et aussi les pays d'Europe de l'Est, quant à eux, n'ont pas cessé de manifester, sous des formes et à des degrés divers, leur résistance à l'emprise soviétique, et seront amenés à l'accroître au fur et à mesure que l'Union soviétique alourdit son joug, entend les transformer en succursales de son économie de guerre et en bases militaires d'agression, principalement contre l'Europe de l'Ouest.

---

## Faisons reculer les risques de guerre

---

Au terme de l'analyse des bouleversements qui se sont opérés dans l'évolution des contradictions fondamentales depuis la Seconde Guerre mondiale, on peut dire qu'ils aboutissent à un partage politique du monde actuel en trois mondes : d'une part l'Union soviétique et les Etats-Unis, en tant qu'ils visent à l'hégémonie, se distinguent des autres impérialismes et forment le premier monde. A l'opposé, sous la poussée des peuples, tout un vaste ensemble de pays, souvent anciennement colonisés, se constituant en force politique, s'unissent pour porter des coups à l'impérialisme et à l'hégémonie et forment ce que l'on peut appeler le troisième monde. Les pays du second monde occupant une position intermédiaire : tout en maintenant des rapports d'oppression et d'exploitation vis-à-vis des pays et peuples du troisième

monde, ils sont en butte aux pressions et aux menaces des deux superpuissances.

Cette division politique du monde actuel en groupes de pays est la résultante et l'expression de la lutte des classes au plan mondial. Le prolétariat doit la prendre pleinement en compte pour définir sa stratégie au plan international.

Les deux superpuissances constituent l'ennemi principal des peuples. Par leur arsenal militaire, leur potentiel économique, elles constituent la plus grande force d'oppression et d'exploitation. Parce qu'elles visent à s'assurer l'hégémonie mondiale, il n'est pas un pays, pas un peuple qui puisse se considérer à l'abri, directement ou indirectement de leurs pressions, ingérences et interventions.

Les deux superpuissances constituent l'ennemi principal des peuples parce qu'elles sont les plus grands fauteurs de guerre. D'une part, parce qu'elles aident massivement, et assez souvent directement, à la répression des mouvements de libération nationale, parce qu'elles attisent certains conflits locaux entre Etats, encourageant l'annexionisme pour aggraver les divisions, accroître la dépendance en fournitures d'armements, et mieux imposer ainsi leur tutelle. D'autre part, et surtout, parce que la rivalité entre les deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale débouche d'une manière inéluctable sur le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale. Au contraire des autres puissances impérialistes, les deux superpuissances sont seules en mesure de prendre l'initiative de la guerre, parce qu'elles ont seules les moyens de la mener avec quelque espoir d'en tirer profit pour elles-mêmes : elles peuvent donc, l'une ou l'autre, dans des circonstances déterminées, en arriver à choisir la solution de la guerre. En effet, l'état d'équilibre apparent des forces et des positions entre l'URSS et les Etats-Unis ne peut se prolonger indéfiniment. Il recouvre d'ores et déjà, d'ailleurs, un déséquilibre latent entre la position relativement en déclin des Etats-Unis et l'attitude offensive, expansionniste, la politique d'armement accéléré de l'Union soviétique. A l'avenir, l'inégalité de développement entre les deux superpuissances doit conduire au déclenchement d'une nouvelle guerre à caractère mondial : soit que l'une des deux superpuissances pense le moment venu d'exploiter de façon

décisive, par la guerre, un avantage important qu'elle se serait assuré sur sa rivale, soit qu'une des deux superpuissances, se sentant menacée de tomber en état d'infériorité par rapport à l'autre, préfère prendre les devants et tenter de renverser les choses en prenant l'initiative de la guerre.

Du point de vue stratégique, les deux superpuissances, en tant qu'ennemi principal des peuples et parce qu'elles mènent à la guerre, constituent aujourd'hui l'obstacle principal au développement et à la victoire de la révolution prolétarienne dans le monde. Il est dans l'intérêt stratégique du prolétariat international de les isoler au maximum pour créer ainsi des conditions plus favorables au développement et aux succès de l'activité révolutionnaire, et pour faire reculer les dangers de guerre, retarder au maximum la possibilité de son déclenchement.

Plus on aura retardé la possibilité de son déclenchement, plus on sera parvenu à isoler politiquement les deux superpuissances, plus on aura su développer et organiser les forces révolutionnaires et plus la guerre, si elle est alors déclenchée, aura de chances de se transformer en défaite pour les superpuissances, plus le prolétariat et les peuples pourront se dresser avec vigueur contre l'hégémonisme pour en venir à bout et remporter de nouveaux succès dans leur lutte révolutionnaire.

Dans cette perspective, il s'agit, dès aujourd'hui, d'unir ce qui *peut* être uni contre l'hégémonisme des deux superpuissances et de faire converger contre elles les coups qui peuvent leur être portés dans ce vaste combat au plan international.

Or, les forces qui s'opposent ou sont susceptibles de s'opposer à l'hégémonisme et aux dangers de guerre, sont de nature diverse et peuvent même entretenir entre elles des contradictions antagonistes. Voilà pourquoi cette convergence de forces à réaliser, doit être envisagée en termes de front uni et exige qu'on en examine soigneusement les composantes et leurs rapports entre elles.

Pour autant qu'il reste conscient de ses intérêts de classe, le prolétariat au pouvoir dans les pays socialistes et le prolétariat qui lutte pour la révolution dans les autres pays, constituent la force la plus

clairvoyante et la plus conséquente dans ce combat contre l'hégémonisme, la force qui doit en prendre la direction, prendre l'initiative et y faire prévaloir une orientation correcte.

Toutefois, dans la situation actuelle, il ne saurait jouer le rôle de force principale dans ce combat. Parce qu'ils représentent plus de la moitié de la population mondiale, parce que le puissant essor des luttes de libération nationale s'y poursuit encore et se prolonge également dans le mouvement politique des pays, les peuples et pays du troisième monde constituent bien, dans la situation présente, la force principale contre l'hégémonisme et l'impérialisme, celle qui leur porte les coups les plus sévères.

La Chine, pays socialiste appartenant au troisième monde, joue un rôle moteur pour affermir dans ce sens la position et l'action des autres pays du troisième monde.

Les peuples du premier et du second monde ont également intérêt à s'opposer à la politique d'hégémonie et de guerre des deux superpuissances, et s'y opposent déjà de façons multiples.

Enfin, les pays du second monde eux-mêmes, on l'a vu, sont susceptibles de résister dans une certaine mesure aux manœuvres et aux visées des superpuissances ; d'autre part, dans des conditions déterminées, ils ont montré qu'ils étaient capables de trouver un certain terrain d'entente avec les pays du troisième monde.

Parmi les pays du second monde, les pays d'Europe se trouvent avant tout menacés, à terme, dans leur existence nationale elle-même : du fait même qu'ils sont l'enjeu stratégique de la rivalité pour l'hégémonie, le risque pour eux de servir de champ de bataille, d'être envahis et annexés, leur pose la question de sauvegarder et défendre leur indépendance nationale. Dans ces pays, le prolétariat, tout en luttant contre sa propre

bourgeoisie et pour la révolution, a pour tâche indissociable de se porter en avant et de s'affirmer comme la force la plus conséquente contre les menaces d'agression des deux superpuissances, d'unir ce qui, à un moment donné, peut être uni dans ce combat et de s'efforcer de le diriger.

Faire converger ces différentes forces ne signifie pas pour autant, bien au contraire, effacer ou nier les contradictions qui opposent le prolétariat et les peuples aux classes exploiteuses dans les différents pays. La progression de la conscience et du mouvement révolutionnaire ne peut aller aujourd'hui sans une vigilance accrue contre les menées des superpuissances et une dénonciation de l'illusion de la détente. Ainsi, les progrès du mouvement révolutionnaire tendent à faire reculer le déclenchement de la guerre : d'une part, en contrecarrant les tendances à la capitulation des classes dirigeantes, d'autre part parce que les superpuissances prennent en compte, avant de se lancer dans des plans d'agression, le degré de vigilance et de résistance que les peuples sont prêts à leur opposer.

Le rassemblement de ce front uni mondial anti-hégémonique ne prend pas aujourd'hui une forme organique. Il s'agit pour le prolétariat, tout en menant la lutte révolutionnaire dans des conditions concrètes très différentes selon les pays, de lier étroitement son combat à la tâche stratégique, au plan international, d'isoler les deux superpuissances et de venir à bout de l'hégémonisme.

Aujourd'hui les facteurs de révolution croissent simultanément avec les facteurs de guerre.

Le combat au plan mondial pour isoler et vaincre l'hégémonisme rejoint fondamentalement dans l'ensemble, les intérêts du prolétariat international en lutte pour faire triompher le socialisme et le communisme.

---

## Le premier monde

---

Si l'on examine à présent plus particulièrement les développements récents de la situation internationale, on peut dire que cette

division politique actuelle du monde s'y est trouvée confirmée, de même que, malgré certaines contre-tendances momentanées, les gran-

des tendances historiques que nous avons indiquées.

Durant les deux années écoulées, c'est l'URSS qui s'est effectivement montrée la superpuissance à la fois la plus active dans son effort de guerre, la course aux armements et la plus offensive par ses interventions et ingérences dans le monde, notamment en Afrique, alors que les Etats-Unis, qui éprouvent toujours des difficultés à préserver leur suprématie économique et monétaire, ont surtout cherché à maintenir leurs positions acquises dans le monde.

---

## La militarisation de l'économie et de la société soviétiques

---

L'Union soviétique a continué de toute évidence à orienter sa production principalement vers la guerre. Le X<sup>e</sup> plan quinquennal montre qu'il s'agit d'une volonté délibérée et planifiée : priorité à l'industrie lourde, édification de vastes zones économiques stratégiques implantées à l'est du pays. Le Gosplan et les ministères industriels travaillent en relation étroite avec le ministère de la Défense et l'état-major. Au moins 12 % du produit national brut est ainsi absorbé par les dépenses militaires. 60 % des entreprises sont liées d'une façon ou d'une autre à l'industrie de guerre. Alors que le produit national de l'URSS ne représente que 60 % de celui des Etats-Unis, les dépenses militaires, par contre dépassent, selon les estimations, de 25 % les dépenses militaires américaines.

En dépit des tentatives de justifications embarrassées des révisionnistes, c'est bien cette militarisation forcée de l'économie qui provoque principalement les déséquilibres permanents de l'économie soviétique : la pénurie chronique de produits de première nécessité, la dégradation croissante de la qualité des objets de consommation courante. La situation de l'agriculture est particulièrement significative de ces choix : à présent, même en cas de bonne récolte, l'URSS est, de toute façon, obligée d'importer plusieurs millions de tonnes de céréales. La viande et

certains autres produits agricoles, se faisant rares, sont de plus en plus difficiles à trouver dans le circuit des marchés d'Etat et se vendent à des prix très élevés sur les marchés libres. Pour intensifier son effort de guerre, l'Union soviétique trouve d'ailleurs une aide auprès des puissances occidentales : elle passe d'énormes marchés et n'hésite pas à s'endetter auprès d'elles afin de combler son retard dans plusieurs branches industrielles.

La militarisation de l'économie repose sur une exploitation renforcée de la classe ouvrière et des masses en Union soviétique : des témoignages commencent à nous parvenir et à faire la vérité sur la réalité de l'exploitation, du chômage et de la misère. Les chiffres du plan sont aussi éloquents : augmentation prévue pour les bénéfices : 74 %; pour la productivité : 30 %; pour les revenus réels : 21 %. Les impôts ont quadruplé en 17 ans.

C'est à ce prix que la nouvelle bourgeoisie soviétique, malgré une base économique, plus faible, s'est dotée d'un arsenal militaire équivalent et sur certains points, supérieur à celui des Etats-Unis et qu'elle entretient en permanence une armée de 3 millions d'hommes.

Après avoir rattrapé les Etats-Unis entre 1960 et 1972 quant au nombre de missiles intercontinentaux, l'Union soviétique les dépasse à présent en puissance globale et en nombre de missiles lancés à partir de sous-marins. D'autre part, elle a considérablement réduit son écart technologique dans la construction d'ogives à têtes multiples et la précision des engins.

L'aviation de guerre soviétique équivaut à présent à celle des USA. Elle accélère sa modernisation avec l'apparition de nouveaux « Mig » et du nouveau bombardier Backfire.

La flotte de guerre soviétique a connu depuis 1965 une progression foudroyante : elle dépasse celle des Etats-Unis par le nombre de bâtiments et le rythme des mises en service, et l'égalise presque en tonnage.

Enfin, l'armée de terre a complètement renouvelé, tout en l'augmentant, son énorme parc de 43 000 chars, stationné principalement en Europe.

La militarisation de l'économie s'accompagne d'une vaste entre-

prise de militarisation de la société, menée par les dirigeants du Kremlin : il s'agit de préparer idéologiquement et matériellement la population à se laisser utiliser, par millions, dans une guerre d'agression. En plus de la propagande chauvine, remettant en honneur les capitaines et conquérants du tsarisme, l'Etat enrôle et encadre à très vaste échelle la population dans des organismes comme la DOOSAF. Tous les membres des Komsomols en font obligatoirement partie. Ses effectifs atteignent maintenant 40 millions et s'entraînent au maniement des armements, y compris des plus complexes. 20 000 nouveaux centres ont été créés dans tout le pays. Quant à la « Défense civile », elle a été créée en 1972 dans les écoles et les usines pour se préparer, selon son chef, à « la plus dure des guerres ».

La militarisation de l'économie et de la société passe par le renforcement du système répressif de la nouvelle bourgeoisie. La nouvelle Constitution soviétique, qui a été proclamée, est significative à cet égard. En concentrant en la personne de Brejnev, la direction du parti, de l'Etat et de l'armée, elle souligne le trait essentiel de cette dictature : la fusion au sein du parti révisionniste de tous les ressorts essentiels du pouvoir, encadrement et enrôlement idéologique, prise des décisions politiques et organisation de la répression, direction et gestion de l'économie capitaliste d'Etat.

Plus de deux millions de fonctionnaires seraient affectés à la police politique, comprenant notamment le KGB et les services du ministère de l'Intérieur. C'est une véritable toile d'araignée qui est ainsi constituée, quadrillant et surveillant usines, quartiers, kolkhozes. Systématiquement les masses sont appelées à participer à la répression et enrôlées dans des organisations comme la « Garde populaire de volontaires » (7 millions de membres), les « tribunaux de camarades » ou les « groupes d'action des komsomols ». Toutes les formes de remise en cause ou d'opposition au régime sont ainsi surveillées et traquées et les personnes jugées dangereuses sont envoyées en prison ou dans des « camps de réforme par le travail », véritables camps de concentration, ou bien encore, forme de répression mise au point par le KGB,

dans des «hôpitaux psychiatriques» qu'il contrôle et où des moyens modernes sont expérimentés et employés pour briser physiquement et moralement les opposants.

Cette répression frappe également ceux qui s'opposent au chauvinisme grand-russe, à la politique de russification et de subordination de leur pays, notamment en Ukraine, en Géorgie, dans les Pays baltes, et parmi les Tatars.

A la suite des accords d'Helsinki, les autorités soviétiques ont cru avoir les mains encore plus libres pour écraser les mouvements d'opposition. Malgré les condamnations contre leurs principaux représentants, l'action courageuse des dissidents s'est poursuivie, a tissé des liens à travers le pays et largement contribué à mettre à nu, à l'extérieur, le vrai visage du régime soviétique actuel. La fondation d'un syndicat libre d'URSS est le signe que le mouvement d'opposition est loin de se circonscrire comme le prétend la propagande soviétique, à quelques intellectuels isolés.

---

## L'URSS à l'offensive pour le repartage du monde

---

C'est en s'appuyant sur cette militarisation de l'économie et de la société que le social-impérialisme s'est lancé dans des offensives de grande envergure visant au repartage du monde.

Il s'est attaqué en premier lieu au continent africain où il essaie de se prévaloir de son masque socialiste pour s'immiscer dans les mouvements de libération nationale, pour se poser en champion de la lutte contre les vieux impérialismes, tout en attisant les conflits hérités du découpage colonial. Avec l'intervention en Angola, en 1975, l'URSS a franchi un nouveau pas : prenant prétexte de l'agression sud-africaine, elle a débarqué et équipé un corps expéditionnaire de 20 000 Cubains. Pour porter secours au régime éthiopien dans la guerre qui l'opposait à la Somalie, l'URSS a de nouveau acheminé des troupes cubaines en nombre équivalent, encadrées par des officiers soviétiques, expérimentant à l'occasion un gigantesque pont aérien. Au Zaïre, par deux fois, elle a favorisé

les tentatives de troupes armées stationnées en Angola, de déstabiliser le régime en place. En Afrique australe, l'URSS manœuvre pour trouver des points d'appui dans le mouvement de libération nationale du Zimbabwe.

Ces interventions en Afrique montrent l'ampleur des moyens que l'URSS met en œuvre désormais : au plan militaire, emploi massif de soldats cubains (et aussi d'experts de pays de l'Est) comme mercenaires, encadrement soviétique au plus haut niveau, appui logistique et fournitures en armements sans limitation.

Mais aussi au plan politique : se portant aux côtés de dirigeants installés en s'appuyant sur les luttes populaires, l'URSS les aide à recomposer à leur profit leur domination de classe, prend directement en mains la mise en place du secteur capitaliste d'Etat, de l'appareil bureaucratique et tout particulièrement des organismes de répression et d'encadrement des masses. Les conseillers soviétiques ont ainsi joué un rôle décisif pour transformer les organisations de masse, nées au cours de la lutte contre le Négus, en milices para-policières quadrillant la population, organisant la délation et la répression sanglante en Ethiopie.

L'offensive soviétique en Afrique, dont il faut rapprocher les coups d'Etat au Yémen du Sud et en Afghanistan, s'inscrit dans une stratégie d'ensemble de pressions, d'encercllement et à terme d'asphyxie de l'Europe. Elle vise à menacer, de la Mer Rouge au Cap de Bonne Espérance, les voies d'approvisionnement de l'Europe occidentale. Dans le même temps, elle ne cesse de renforcer la présence de sa flotte de guerre dans l'Atlantique Nord, et à proximité des côtes ouest-européennes, faisant ainsi la jonction avec la flotte qu'elle entretient en permanence en Méditerranée.

En Asie, l'Union soviétique poursuit ses tentatives d'encercllement de la Chine socialiste et d'intimidation à l'égard du Japon. Elle l'a menacée de représailles si le Japon signait un traité d'amitié et de paix avec la Chine. Elle renforce son implantation militaire sur les îles Kouriles qu'elle occupe. Récemment, l'URSS a ouvertement favorisé et appuyé le gouvernement vietnamien dans sa volonté de se subordonner l'Indochine, dans sa guerre d'agression contre le Cambodge et dans ses attaques anti-

chinoises. Elle espère par là transformer le Vietnam en point d'appui et en relais, pour l'Asie du Sud-Est de ses visées hégémoniques.

Se prévalant de ces percées, l'URSS cherche à diviser les pays du Tiers-Monde, à en détacher toute une partie pour l'entraîner dans sa mouvance. Concentrant ses attaques contre la politique chinoise en ce qu'elle défend les principes du non-alignement, elle prend pour relais dans cette offensive des pays comme Cuba, le Vietnam ou l'Ethiopie, comme on l'a vu lors de la réunion des non-alignés à Belgrade, et aussi avec la conférence dite de solidarité arabo-africaine présidée, à Addis-Abeba, par le Russe Kouznetzov.

---

## Les difficultés de l'impérialisme US

---

Dès les années 60, alors même que l'Union soviétique restaurait le capitalisme et se fixait pour objectif de rivaliser avec les États-Unis sur la scène mondiale, les États-Unis, eux, subissaient le contrecoup de leurs ambitions démesurées et se trouvaient affaiblis avant tout par les guerres de libération nationale qu'ils prétendaient étouffer mais aussi par le redressement des pays capitalistes ouest-européens et du Japon. La crise du dollar, sa dévaluation fin 1971, ont montré que le géant américain était entré dans une période durable de difficultés économiques, financières et monétaires considérables, alors même que son poids dans l'ensemble de l'économie occidentale décline régulièrement.

La récession a été très vivement ressentie en 1974-1975, même si, par la suite, l'économie américaine a connu une reprise beaucoup plus nette que dans les autres pays.

Toutefois, la persistance d'un important déficit commercial, du déficit de la balance des paiements, de l'inflation et de la chute du dollar montrent que les États-Unis ont du mal à empêcher que leurs positions dominantes ne soient pas plus gravement entamées aujourd'hui.

A l'intérieur, le blocage des salaires et les projets de reconversion de branches entières visent à améliorer la compétitivité. Vis-à-vis de

l'étranger des mesures protectionnistes rigoureuses mais très différenciées sont pratiquées, cependant que la baisse du dollar facilite les exportations.

Dans l'ensemble, pour maintenir leur suprématie économique, les États-Unis cherchent à organiser une division internationale du travail à leur profit, en se réservant les secteurs de pointe où la croissance est la plus forte.

La position toujours dominante du dollar, malgré sa chute, qui est en même temps un moyen de chantage, l'ampleur des investissements américains dans le monde, permettent aux États-Unis de peser considérablement sur le flux des capitaux et la détermination de la nouvelle répartition des positions économiques entre les différents pays.

Les difficultés de l'économie américaine ont eu des répercussions sur ses capacités à faire face à l'Union soviétique dans la course aux armements, à maintenir son avance ou à regagner le terrain perdu vis-à-vis d'elle en ce domaine. Certes, les USA restent le premier marchand d'armes du monde, ils n'ont pas cessé de perfectionner les missiles stratégiques et ont entrepris le développement d'armes nouvelles (bombes à neutrons, missiles de croisière, missile stratégique mobile). La production de chars a été accélérée, la flotte aérienne est en cours de renouvellement. Mais les déclarations de Carter sur la réduction du budget de la Défense, avant qu'il ne soit en définitive augmenté, ont montré que les milieux dirigeants américains hésitaient à se lancer dans de nouveaux projets d'armements extrêmement coûteux et espéraient pouvoir les limiter relativement dans le cadre d'un accord avec Moscou. De fait, ils se sont heurtés à l'intransigeance du Kremlin : les accords SALT ne sont toujours pas signés et la course aux armements s'accélère.

---

## Les efforts des États Unis pour préserver leurs positions acquises

---

Dans leur stratégie globale de confrontation avec l'URSS en vue de l'hégémonie mondiale, les États-

Unis s'efforcent de consolider les positions acquises, en Europe et au Japon, de contrôler très strictement leurs chasses gardées notamment en Amérique latine et, par ailleurs, tirant les leçons de leur défaite cuisante en Indochine, de mettre en place une tactique plus souple et plus complexe vis-à-vis des mouvements de libération nationale et des pays du Tiers-Monde.

Vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest, et aussi du Japon, les États-Unis tirent avantage des menaces croissantes du social-impérialisme pour s'imposer comme les seuls garants d'une protection militaire, nucléaire notamment, qui soit efficace. S'appuyant sur cette position de force, ils essayent de consolider leur leadership militaire, de mieux unifier les forces armées de ces pays sous leur direction et de leur faire supporter une part croissante des dépenses militaires (sommet de l'OTAN, juin 1978). Ils poussent à l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN.

Cette suprématie militaire joue un rôle considérable, en sus de leurs atouts proprement économiques, pour permettre aux États-Unis de peser de tout leur poids dans les autres domaines : au plan monétaire, la chute du dollar ne lui enlève pas pour autant sa position dominante et constitue un moyen de pression pour que les pays à monnaie plus forte (Allemagne, Japon) réévaluent et prennent sur eux la charge de relancer la production. Au plan commercial, les États-Unis, tout en pratiquant certaines formes de protectionnisme, maintiennent leurs exigences que l'Europe et le Japon s'ouvrent largement aux produits américains ce qui a bloqué la négociation des accords commerciaux internationaux. A la Conférence Nord-Sud, les États-Unis ont finalement obtenu que les pays européens et notamment la France s'alignent pour l'essentiel sur leurs positions et ne fassent aucune concession majeure aux revendications du Tiers-Monde.

En Amérique latine, la doctrine Carter sur les droits de l'homme essaye d'estomper les liens étroits et le soutien réel de l'impérialisme américain à l'égard des dictatures sanglantes en place, et ne se traduit généralement par aucune mesure véritable de rétorsion. Elle signifie tout au plus que dans certains cas, Washington envisage la possibilité d'une relève, ou d'une évolution de

ces dictatures à condition qu'elle ne remette nullement en cause sa mainmise. L'attitude de l'administration Carter et du Congrès vis-à-vis de la répression féroce de Somoza au Nicaragua a démontré nettement qu'ils entendaient avant tout maintenir coûte que coûte une emprise très stricte sur toute l'Amérique latine.

De même, partout où les États-Unis ont implanté des bases militaires et soutiennent des dictatures liées à eux, ils se sont efforcés de renforcer leurs positions et à l'occasion, de donner des brevets de démocratie aux régimes en place. Que ce soit en Iran, en Thaïlande ou aux Philippines, en Corée du Sud, après des déclarations contradictoires, ils ont accru leur dispositif militaire.

La politique américaine ne s'est infléchie que là où le maintien de ses positions anciennes se révélait dangereux, et risquait de faire le jeu du social-impérialisme ; là où, également, une politique de force directe ne semblait plus possible. C'est un aveu de faiblesse et, pour une part, une conséquence de la défaite US en Indochine. Ainsi, en Afrique australe, tout en marquant certaines distances apparentes vis-à-vis du régime raciste sud-africain, Washington s'est efforcé d'entrer en contact avec les mouvements de libération du Zimbabwe et de Namibie et de faire figure d'arbitre et d'initiateur des négociations. Il n'a pas rompu non plus avec le régime angolais malgré ses attaches étroites avec Moscou et a conservé des intérêts économiques non négligeables dans le pays.

Lors des deux tentatives pour déstabiliser le régime zairois, à partir du Shaba, il a limité son intervention directe à un soutien logistique relativement discret.

Au Proche-Orient, profitant de la faiblesse du régime égyptien, il a su momentanément diviser suffisamment par différents moyens les États arabes et l'amener sur la voie d'un accord séparé avec l'État sioniste. Tout en se fondant en fait avant tout sur la menace directe que constitue dans la région l'armée israélienne équipée et financée par lui, il tente de se faire passer comme l'intermédiaire indispensable entre Israël et le monde arabe pour parvenir à une solution dite équitable, continuant à nier les droits nationaux du peuple pales-

tinien et cherchant à liquider la Révolution Palestinienne.

Ces assouplissements apparents entrent dans une stratégie plus globale de la superpuissance américaine vis-à-vis du tiers-monde : faire oublier l'image du «sale américain», agresseur et massacreur de peuples, éviter donc, autant que possible, toute intervention militaire directe et, si besoin est, opérer par forces régionales ou autres interposées. Ce choix est évidemment une conséquence politique du large discrédit qui frappe les États-Unis notamment depuis la guerre d'agression qu'ils ont menée en Indochine. Face au social-impérialisme, qui se lance de plus en plus dans des aventures militaires, Washington espère ainsi redresser progressivement son image et dans le même temps déployer de nouveaux moyens, essentiellement économiques et financiers, pour s'assujettir des pays du tiers-monde, même s'ils ont pu échapper un temps à leur influence ou passer sous celle du social-impérialisme. Cette stratégie passe par une diversification des relations économiques, sans ostracisme politique systématique, par une participation plus étendue aux projets industriels des pays du tiers-monde et aussi par le moyen puissant que constitue la dépendance vis-à-vis de l'aide agro-alimentaire. Sur tous ces plans, les États-Unis considèrent qu'ils ont bien davantage d'atouts vis-à-vis des pays du tiers-monde que l'Union soviétique.

Ces moyens, ils entendent les utiliser de façon bilatérale ou régionale, donc en position de force, sans pour autant céder devant les revendications d'ensemble du mouvement des pays du tiers-monde. De ce point de vue, ils ont en effet, pour le moment, accepté seulement le *principe* d'un fonds de stabilisation des matières premières.

---

## La rivalité soviéto-américaine pour l'hégémonie mondiale conduit à la guerre

Ainsi, dans la période récente, la rivalité entre les deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale s'est accrue. Partout dans le monde, par l'agression, la subversion et

l'ingérence, elles cherchent à développer leurs positions en vue de s'affronter. La course aux armements s'est accélérée de part et d'autre comme en témoignent les difficultés à conclure un nouvel accord SALT. L'URSS et les USA constituent bien les principaux fauteurs d'une troisième guerre mondiale.

Et c'est en Europe principalement que leurs forces se font face : l'URSS y a concentré les trois quarts de ses forces armées et les trois cinquièmes de son aviation. Elle déploie sa flotte dans l'Atlantique nord et en Méditerranée. Les États-Unis, de leur côté, ont massé en Europe les trois cinquièmes de leurs forces à l'étranger.

La politique dite de détente proclamée à la conférence d'Helsinki en 1975 n'a pas dissimulé, comme on l'a vu à celle de Belgrade, l'extension et l'aggravation de la rivalité des deux superpuissances en Europe.

Elle a surtout servi à l'URSS qui, sous couvert de «paix» et de «détente» est la superpuissance qui se prépare le plus activement à la guerre et qui, comme elle le montre en Afrique, est la plus vorace, la plus agressive.

Mais, bien que les deux superpuissances prétendent décider du sort de l'humanité, leurs ambitions démesurées dépassent leurs moyens.

La poursuite de la course aux armements, le blocage prolongé des négociations pour de nouveaux accords SALT, les hésitations et les inquiétudes des milieux dirigeants américains sur leur politique de défense, la mise à jour progressive du caractère illusoire de la détente

et des accords d'Helsinki, les aventures militaires de l'URSS en Afrique sont autant de signes que la rivalité entre les deux superpuissances s'accroît, qu'elle a pour objectif la conquête de l'hégémonie mondiale, et que cette rivalité doit, à terme et dans des conditions déterminées, être amenée à se prolonger et se transformer en une nouvelle guerre mondiale.

Mais, bien que les deux superpuissances prétendent décider du sort de l'humanité, leurs ambitions démesurées dépassent leurs moyens. Toutes deux se trouvent en proie, à l'intérieur comme à l'extérieur, à des contradictions qui les minent.

L'impérialisme US ne saurait véritablement enrayer la phase historique de déclin où il est engagé.

Le social-impérialisme connaît lui-même des difficultés importantes. L'effort de guerre pèse de plus en plus lourdement sur la situation de l'économie et la population soviétique elle-même. Et, au plan international, les aventures militaires contribuent à éveiller bien davantage la vigilance des peuples et des pays quant à la véritable nature du social-impérialisme.

C'est aux peuples de tous les pays qu'il appartient de développer plus avant leur lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, le social-impérialisme et l'hégémonisme, faisant ainsi reculer le danger d'une nouvelle guerre mondiale.

Mais quand les superpuissances en viendront à recourir à la guerre l'une et l'autre iront à la défaite. Les peuples, en fin de compte, gagneront la guerre, gagneront la paix et gagneront le progrès et le socialisme.

---

## Le troisième monde

Dans la lutte mondiale des peuples contre l'impérialisme, le social-impérialisme et l'hégémonisme le mouvement des peuples et pays du troisième monde constitue, nous l'avons vu, la force principale.

---

## Une tendance historique

Ce mouvement résulte de toute une série de bouleversements his-

toriques engagés à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. Il a pour base l'essor sans précédent des mouvements de libération nationale, les victoires successives remportées sur le colonialisme et l'impérialisme, en particulier par la lutte armée et la guerre populaire, au point d'avoir mis en pièces, aujourd'hui, pour l'essentiel, tous les anciens empires coloniaux.

Dans ces conditions toute une série de pays ont accédé à l'indépendance ; pour autant qu'ils

étaient issus de luttes conséquentes de libération, ces nouveaux gouvernements ont, dans une certaine mesure, tendu à la prolonger au plan international. D'autres gouvernements, dont l'indépendance était très formelle au début, sous la pression de leurs peuples, ont subi une évolution interne ou ont été renversés et remplacés, de telle sorte que ces pays aussi ont pu amorcer des ruptures avec l'impérialisme. Dans de nombreux cas de nouvelles couches de bourgeoisie nationale ou de petite bourgeoisie ont accédé au pouvoir et ont engagé dans ces pays un processus d'édification d'un capitalisme national, prenant parfois la forme d'un capitalisme d'Etat. Ces projets entrent en contradiction en général avec le maintien tel quel des intérêts et rapports impérialistes.

Enfin, la persistance de la poussée des peuples, de leurs victoires et d'autre part le développement des contradictions impérialistes ont ouvert, dans l'ensemble, des possibilités nouvelles pour les couches dirigeantes de ces pays de s'opposer, à des degrés divers, à l'impérialisme.

La Chine socialiste, pays du troisième monde, par sa clairvoyance et la valeur de son exemple a contribué dès le début et continue à contribuer très activement à unir les pays du troisième monde pour qu'ils transforment en leur faveur tout rapport de forces avec l'impérialisme.

Les progrès de cette unité politique et le bouleversement historique qu'elle produit dans les relations internationales ne sauraient être appréciés correctement si on examine isolément ces pays ou si l'on se limite à une courte période.

La constitution du Tiers Monde en force politique est une grande tendance historique, qui s'est affirmée nettement dans les deux dernières décennies.

L'unité politique du Tiers Monde s'est manifestée avec netteté, à de nombreuses reprises, dans les instances internationales sur des questions importantes : contre le colonialisme, les régimes d'Afrique Australe, le sionisme et le racisme, pour l'admission de la Chine populaire à l'ONU. Elle s'est manifestée dans des actions concrètes de soutien par les pays à des mouvements de libération nationale. L'ONU s'est transformée en un forum où prédominent, le plus souvent, ces positions des pays du Tiers-Monde. Dans de nombreux

domaines ces pays ont fait front et ont battu en brèche les conceptions et la pratique de l'impérialisme et du social-impérialisme : contre le malthusianisme qu'ils voulaient leur imposer, contre le pillage des fonds marins, contre les affameurs de la FAO, pour la défense et le développement des cultures nationales, pour le désarmement.

Avec la crise de 1973 et l'embarco sur le pétrole, les revendications du mouvement des pays du Tiers-Monde remettant en cause l'exploitation et le pillage impérialistes qui s'étaient formulées progressivement auparavant, sont venues sur le devant de la scène et se sont clairement affirmées comme l'exigence d'une transformation *globale* des rapports de sujétion économique imposés jusque là. La volonté d'instaurer un nouvel ordre économique mondial a alors été proclamée et définie avec précision.

Ces acquis du mouvement politique du troisième monde sont d'ores et déjà considérables et ont d'ores et déjà transformé profondément les données et les rapports de forces au plan international.

Aujourd'hui, les mouvements de libération nationale continuent à se développer : en Afrique, au Zimbabwe et en Namibie ainsi qu'au cœur même de l'Etat raciste et colonial d'Afrique du Sud et en Palestine occupée. Ils sont nécessairement localisés dans ces bastions du fait que les anciennes puissances coloniales, à part la France, ont liquidé, par ailleurs, leurs anciens empires. En Asie du sud-est, en Thaïlande notamment, la lutte armée, dirigée par des partis communistes, remporte des succès contre les régimes réactionnaires étroitement liés à l'impérialisme US. Toutefois la poussée des peuples, qui aspirent à la révolution et exigent une véritable indépendance nationale ne saurait se manifester en général, comme auparavant, sous la forme de mouvements et de guerres de libération nationale contre l'emprise directe de tel ou tel impérialisme. Elle tend nécessairement à prendre pour cible, comme en Iran par exemple, les gouvernements mêmes de ces pays.

A présent s'amorce un mouvement de grande ampleur au cours duquel la tendance à la conciliation avec l'impérialisme des couches dirigeantes de ces pays sera inévitablement battue en brèche par le prolétariat et les masses populai-

res, au cours duquel la confrontation politique avec l'impérialisme et en premier lieu, les superpuissances se développera en luttes armées.

---

## Le mouvement du Tiers-Monde face aux obstacles

Dans les deux dernières années le mouvement des pays du troisième monde a néanmoins été confronté à deux obstacles de taille : d'une part, les impérialismes occidentaux, les Etats-Unis en premier lieu, se sont efforcés de faire retomber sur les pays du troisième monde le poids de la crise économique, et, par ce moyen, de les diviser et d'affaiblir leur capacité de solidarité et de résistance. De l'autre, l'Union Soviétique a lancé une offensive de grande envergure afin de diviser également le mouvement de ces pays et de le soumettre à ses visées hégémoniques.

A la faveur de la crise, les impérialismes occidentaux, Etats-Unis en tête, ont pu mieux mettre à profit les moyens très puissants dont ils disposent encore pour contrecarrer les projets de développement indépendant de ces pays : la dette publique des pays non producteurs de pétrole est passée en un an de 180 à 250 milliards de dollars. Les termes de l'échange ont continué à se détériorer pour les matières premières, y compris pour le pétrole. Alors que le prix du pétrole est resté pratiquement stable depuis 4 ans, le prix des produits achetés par les pays de l'OPEP aux pays industrialisés ont, eux triplé. Dès à présent certains pays de l'OPEP sont à nouveau menacés par le déficit financier. Enfin les pays occidentaux s'efforcent de répondre sélectivement aux besoins d'industrialisation de ces pays, en pratiquant le chantage aux investissements. Ils tentent, comme l'a indiqué Carter au Venezuela cette année, d'organiser ainsi à leur profit une division internationale du travail. Il est significatif que l'unité des pays de l'OPEP ait été, fin 76, sur le point de se rompre.

Selon sa logique de superpuissance rapace, le social-impérialisme nie la division entre pays riches et pays pauvres, il refuse d'accéder aux revendications sur les dettes, sur l'aide au développement, il

exige pour sa flotte de guerre «l'internationalisation des détroits» et prétend que les ressources en matières premières appartiennent à ceux qui peuvent les exploiter. D'où sa proposition que les pays en voie de développement s'intègrent tout simplement au système du COMECON, qui pille déjà les pays de l'Est.

Mais à partir de 1975, l'URSS avec ses interventions militaires en Angola, puis en Ethiopie a franchi un pas : elle cherche à légitimer, au nom de la solidarité «anti-impérialiste», son droit à s'immiscer directement dans les mouvements de libération nationale et dans les affaires intérieures des pays du Tiers Monde. Le régime cubain lui est d'une aide précieuse : il lui procure en même temps que des troupes d'intervention une sorte de caution révolutionnaire, il est vrai pas mal défraîchie aujourd'hui.

S'appuyant sur l'expérience de ces peuples et pays qui, durant longtemps, ont eu à combattre l'impérialisme américain, comme ennemi n° 1, elle cherche à tromper leur vigilance, à dévoyer le terme de progressiste et à dénoncer comme réactionnaires et pro-impérialistes ceux qui ne se plient pas à ses vues. Le fait que le gouvernement du Vietnam, dont le peuple s'est acquis un immense prestige dans sa guerre contre l'agression américaine, défende ces mêmes positions au plan international jette une grave confusion et sert le social-impérialisme.

Ainsi, avec Cuba et, à présent, le Vietnam comme relais et porte-parole, en jetant dans la balance sa puissance matérielle et financière, en exploitant les divisions pouvant exister au sein des mouvements de libération nationale, en dressant au besoin tel pays contre tel autre pays, le social-impérialisme vise à placer sous sa coupe, toute une série de pays du Tiers-Monde, tout en brisant leur solidarité. A la conférence des non-alignés, à Belgrade plusieurs pays, Cuba et le Vietnam en tête, ont appelé de façon concertée les participants à développer la «coopération» avec «les pays socialistes épris de paix, qui sont leurs véritables alliés naturels». Alors que ces mêmes pays attaquaient violemment, en général, la lutte anti-hégémonique comme manœuvre de la «réaction, de l'impérialisme et du colonialisme» et désignaient la Chine comme ennemi des pays non-alignés et

principal fauteur de guerre

Malgré ce double obstacle, le mouvement des pays du Tiers-monde a résisté et est parvenu à préserver dans l'ensemble la possibilité d'aller de l'avant.

Au plan des revendications pour un nouvel ordre économique mondial, ils ont continué à unifier leurs vues et créé des organismes chargés de les défendre. Le programme intégré défini à Manille (février 1976) unifie l'ensemble de leurs revendications sur les produits de base. Cette année le groupe des 77 a constitué le «Conseil des associations de pays en voie de développement producteurs et exportateurs de matières premières». Le principe «d'autonomie collective», défini au sommet de Colombo (août 1976) a débouché sur la création, en septembre de cette année, d'une Conférence sur la Coopération technique des pays en voie de développement.

En définitive, si on analyse les résultats de la Conférence Nord-Sud qui s'est achevée en juin 1977, on constate que les pays industrialisés, avec à leur tête les Etats-Unis, n'ont pas réussi à isoler les pays producteurs de pétrole et à rompre le front des pays en voie de développement, même si ceux-ci n'ont pu obtenir en tout et pour tout qu'un accord de principe sur la mise en place d'un fonds commun pour les matières premières.

Au plan politique, les pays du Tiers-Monde ont poursuivi le combat, dans les instances internationales, pour exiger des mesures de plus en plus fermes contre les régimes racistes, et dénoncer leurs complices. En août 1976, au sommet de Colombo, le mouvement des non-alignés a admis l'OLP comme membre à part entière manifestant ainsi son soutien à la lutte du peuple palestinien. Enfin ces pays ont pris de nombreuses initiatives communes en vue de réduire les risques de guerre : ils ont réclamé la démilitarisation de l'Océan Indien, la mise en place de zones dénucléarisées. La dernière session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement (mai 1978) est due principalement à leur initiative.

L'offensive soviétique elle-même pour diviser et dévoyer le mouvement des pays du Tiers-Monde se heurte déjà, du fait notamment de la lutte du peuple érythréen à une prise de conscience et une vigilance accrue vis-à-vis du social-impé-

rialisme.

A la Conférence des non-alignés à Belgrade, cet été, la résistance aux attaques et aux thèses d'inspiration soviétique a été vive et ne leur a pas permis de l'emporter.

Une intervention importante du président yougoslave a notamment mis en garde assez clairement contre les manœuvres de division de l'Union Soviétique, et contre les «tentatives visant à établir... surtout en Afrique, de nouvelles formes de présence colonialiste ou de nouvelles formes de dépendance des blocs».

La Conférence a réaffirmé les principes du mouvement, en particulier le combat contre «la politique de force et toutes les formes de domination et d'hégémonie étrangères».

---

## En Asie du Sud-Est

---

Après la victoire remportée par les peuples d'Indochine sur l'impérialisme américain, la lutte anti-impérialiste s'est poursuivie et a progressé dans les autres pays. En Birmanie et en Thaïlande, et aussi aux Philippines et en Indonésie.

En Thaïlande, la lutte armée, qui est dirigée par le Parti communiste depuis de longues années, est placée dans des conditions nouvelles. Après le rétablissement de la dictature militaire et la féroce répression contre le mouvement démocratique et étudiant, la perspective et la nécessité de construire un front, sous la direction du Parti communiste et lié à la guerre populaire, sont apparues plus nettement à nombre de militants anti-impérialistes.

Le peuple de Timor-Oriental, sous la direction du FRE.TI.LIN, n'a pas fléchi devant l'invasion militaire du régime indonésien et poursuit sa lutte contre l'annexion, pour l'indépendance nationale.

En Inde, le développement des luttes ouvrières et populaires contre le gouvernement d'Indira Gandhi et sa politique répressive ont provoqué sa défaite électorale ainsi que celle du Parti du Congrès au pouvoir depuis l'indépendance. Cette défaite a eu pour conséquence de distendre les relations de l'Inde avec le social-impérialisme.

---

## Au Proche-Orient

---

Au Proche-Orient, à la suite de la guerre d'octobre, l'impérialisme

américain, se posant en arbitre de la situation en tant que protecteur d'Israël, est parvenu progressivement à faire rentrer l'Egypte, pièce essentielle au sein du monde arabe, dans son projet de paix séparée avec l'Etat sioniste et de trahison des droits nationaux du peuple palestinien. Le but de l'impérialisme américain est de briser l'unité arabe, d'amener un à un les Etats arabes à reconnaître l'Etat d'Israël et de se présenter ainsi, en position de force, à terme, vis-à-vis du social-impérialisme pour imposer au Proche-Orient un règlement global à son profit, où l'Etat d'Israël principalement, comme aujourd'hui, mais aussi des Etats arabes assureraient sa prédominance dans la région.

L'initiative prise par Sadate de se rendre à Jérusalem s'inscrit dans cette perspective. De même que les accords-cadre de Camp David et le traité de paix israélo-égyptien qui est en train d'être négocié.

L'impérialisme américain a pesé de tout son poids sur la situation des couches dirigeantes égyptiennes : échaudées par leur expérience de rapprochement avec l'URSS, menacées par le délabrement continu de l'économie, elles ont choisi de préserver avant tout leur domination de classe en se retirant du front arabe et en entrant dans le jeu américain.

Mais malgré ce succès apparent de la politique américaine, il n'est pas de tout certain que les accords de Camp David puissent se réaliser.

D'une part parce que la quasi-totalité des Etats arabes, y compris l'Arabie Séoudite, n'ont pas approuvé ces accords ou les ont ouvertement dénoncés à des degrés divers : ils ne sont pas prêts à entrer dans un règlement décidé sans eux, qui saboterait les acquis dans l'unité arabe, restaurerait durablement l'Etat sioniste dans son rôle de gendarme du monde arabe. Certains sont très réticents devant une solution qui risque de permettre par contrecoup un retour en force du social-impérialisme dans la région. Ils hésitent également, vis-à-vis de leurs peuples, à trahir ouvertement la cause du peuple palestinien, indissolublement unie à la volonté d'indépendance nationale des peuples arabes.

Mais surtout, les accords de Camp David butent sur un obstacle majeur : la détermination du peuple palestinien à lutter jusqu'au bout contre l'Etat sioniste, pour ses

droits nationaux, pour recouvrer sa patrie.

La poursuite et les progrès de la lutte de Libération en Palestine occupée, l'esprit d'offensive des combattants palestiniens, sous la direction de l'OLP, face à l'agresseur sioniste au Liban, sont le gage que, malgré les obstacles qui se dressent aujourd'hui, l'avenir appartient au peuple palestinien et à tous ses frères, les peuples arabes.

## En Afrique

En Afrique, les luttes de libération nationale se sont développées avec vigueur au sein des bastions colonialistes et racistes d'Afrique du Sud : au Zimbabwe, la lutte du peuple a connu un essor rapide. Le Front patriotique, qui organise toutes les forces combattantes contrôle déjà les trois cinquièmes du territoire. Depuis le début de l'année, il a franchi un nouveau pas et commencé à lancer ses premières attaques contre les villes. L'essor de la lutte armée a permis au peuple du Zimbabwe de rejeter les différents plans de régleme nt inspirés par les USA, qui visent à maintenir, sous une forme ou sous une autre, le régime raciste de Salisbury.

Le peuple de Namibie, sous la direction de la SWAPO, a fait reconnaître son droit à l'indépendance. Il mène une lutte résolue pour recouvrer sa totale indépendance, alors que Prétoria prétend s'y opposer en maintenant des troupes dans le pays et en occupant le port de Walvis-Bay.

Au cœur même du bastion colonialiste et raciste, en Afrique du Sud, à Soweto, Johannesburg, Elisabethville, un puissant mouvement populaire, entraîné par les jeunes générations, à l'été 1976, a mobilisé des centaines de milliers d'Africains et ébranlé le pouvoir colonial et le système d'apartheid. Malgré la répression impitoyable, le mouvement est resté profondément vivant sous de multiples formes et a resserré ses liens avec la lutte des autres peuples de la région.

Mais depuis 1975, les peuples et les pays d'Afrique sont confrontés à une offensive de grande envergure du social-impérialisme. L'Union soviétique cherche à s'imposer sur le continent : d'une part, parce que l'Europe occidentale dépend, pour une bonne part, de sources et de

voies d'approvisionnement situées en Afrique, et d'autre part, parce que, face au discrédit des vieilles puissances coloniales et des USA, l'URSS se sent en mesure d'exploiter à son profit la fragilité de beaucoup de régimes issus de la décolonisation et les conflits latents hérités du découpage colonial.

Les moyens de pénétration et de mainmise du social-impérialisme sont multiformes et d'autant plus dangereux qu'ils se déguisent sous un masque de solidarité anti-impérialiste. En Angola, l'URSS est parvenue à profiter des divisions existant dans le mouvement de libération nationale et de l'agression sud-africaine pour débarquer ses conseillers et les troupes cubaines, imposer sa présence et peser de tout son poids sur le MPLA et le gouvernement angolais. En Afrique Australe, l'URSS favorise la mise sur pied de forces importantes, très bien armées, encadrées par des conseillers cubains ou soviétiques, qui ne participent pas à la guerre de libération du Zimbabwe mais font planer, à terme, un risque de guerre civile au sein même du peuple du Zimbabwe. Au Shaba, elle a cautionné deux tentatives, menées à partir de forces stationnées en Angola, pour déstabiliser à son profit le régime corrompu et impopulaire de Mobutu.

En Ethiopie, l'URSS a montré qu'elle était capable de s'imposer par d'autres moyens encore : à la suite de l'effondrement du régime vermoulu du Négus, dans une situation de bouleversements, elle s'est rendue peu à peu indispensable aux nouveaux dirigeants, à travers les querelles internes qui les déchirent : elle élimine, pour recomposer une domination de classe, restructurer l'appareil politique et l'ensemble des moyens de répression et d'encadrement des masses, mettre en place et gérer le nouveau secteur capitaliste d'Etat. Attisant le chauvinisme et l'expansionnisme, lançant le régime éthiopien contre le peuple érythréen, elle le place de plus, par ses fournitures massives d'armes et de troupes cubaines, sous une dépendance très forte, militaire et financière.

L'URSS sait d'ailleurs, au besoin, développer aussi, sa pénétration économique en Afrique : le contrat spectaculaire qu'elle vient de passer, par exemple, pour l'exploitation des phosphates, la place

à présent au premier rang des partenaires économiques du Maroc.

L'Union soviétique fait peser ainsi un grave danger sur les peuples d'Afrique et sape les efforts des pays africains pour progresser dans l'unité, elle tente de les dresser les uns contre les autres, et d'en placer le plus grand nombre possible sous sa coupe. Elle vise ouvertement à s'assurer l'hégémonie sur ce continent.

De leur côté, les Etats-Unis ont mis en œuvre de nouveaux moyens pour contenir l'avancée soviétique en Afrique et y ont globalement, renforcé leur présence.

Prenant quelque distance vis-à-vis du régime d'apartheid, pour préserver leurs intérêts stratégiques en Afrique Australe, coopérant davantage avec les anciennes puissances coloniales, ils ont noué des relations avec les mouvements de libération nationale et essaient de se poser en arbitre et maître du jeu pour parvenir à des solutions qui leur conviendraient. Ils tentent de briser l'unité du Front Patriotique en offrant le pouvoir à la ZAPU, pour l'opposer à la ZANU, qui représente la plus grosse partie des forces combattantes et se bat fermement pour l'indépendance totale du pays. Dans le même temps, pour faire pièce aux Soviétiques, ils développent leurs relations, économiques notamment, avec toute une série de pays africains, levant des restrictions que jusque là, ils avaient souvent imposées du fait de leurs positions politiques.

L'impérialisme français lui-même qui dispose encore de moyens importants de domination en Afrique, essaye de se saisir de la menace soviétique pour consolider et même étendre sa sphère d'influence sur le continent. A chaque opération menée d'Angola contre le Shaba, il a pu ainsi se permettre d'intervenir militairement au Zaïre et proposer ensuite de constituer une «force d'intervention inter-africaine» liée à lui.

Malgré ces graves attaques, et en premier lieu celles du social-impérialisme, contre leur unité, les pays d'Afrique n'ont pas abandonné la volonté de la préserver. Leur soutien à la lutte contre les régimes racistes ne s'est pas démenti. La lutte résolue du Front Polisario contre l'annexion maroco-mauritanienne du Sahara Occidental, a

abouti, par ses succès, à renverser le gouvernement mauritanien et à créer ainsi des conditions plus favorables pour que se réalise l'indépendance du pays et que soit éliminé un facteur de division dans la région et en Afrique.

La fermeté du peuple érythréen à défendre son indépendance contre les forces éthiopiennes et soviéto-cubaines a éveillé la vigilance des peuples vis-à-vis de l'Union soviétique, de même que le cynisme de Moscou à l'égard de la Somalie. L'Angola et le Zaïre ont jeté les bases d'une réconciliation. La tentative française de patronner une force d'intervention africaine a été repoussée. Et dans cette période critique pour le continent, le dernier sommet de l'OUA est parvenu à réaffirmer les fondements de l'unité africaine, en refusant notamment la politique des blocs.

## En Amérique latine

L'Amérique Latine est toujours considérée par les Etats-Unis comme leur «arrière-cour» : ils essaient par tous les moyens d'y renforcer leur influence et n'ont pas renoncé à leur politique d'ingérence, directe ou par l'intermédiaire de l'OEA, comme en témoignent les événements de Saint-Domingue et du Nicaragua.

Cependant, cette influence se trouve remise en cause.

D'une part, les différents pays d'Amérique Latine, à des degrés très divers, sont partie prenante du mouvement des pays du Tiers Monde. Les Etats-Unis ont dû conclure un nouveau traité beaucoup moins avantageux pour eux et reconnaître la souveraineté du Panama sur le canal, sous la pression du peuple panaméen. Les contradictions entre les Etats-Unis et le Brésil, dont le poids politique en Amérique Latine est important, se sont aiguës : le Brésil a accentué la diversification de ses échanges et son ouverture vers l'Europe, a refusé de capituler sur la question du nucléaire et fait dépendre d'un transfert de technologie l'octroi aux USA de l'exploitation des fonds sous-marins. Cependant, dans ce contexte général, des reculs sont apparus dans la position de pays comme le Pérou et l'Equateur.

D'autre part, l'apparition, puis les transformations internes du régime cubain ont permis à l'URSS de prendre pied dans le sous-conti-

nent. L'URSS a resserré ses relations commerciales avec certains pays comme l'Argentine et espère renforcer sa présence à la faveur de querelles frontalnières et d'affrontements nationalistes entre certains pays qui cherchent à augmenter leur armement. De son côté, Cuba, dont les relations avec les USA se sont quelque peu améliorées, joue un rôle actif, particulièrement dans les Caraïbes où il essaie de promouvoir des projets d'intégration économique et commerciale, sous son égide ; le régime cubain entretient des liens avec plusieurs mouvements de libération nationale, à Porto-Rico, au Nicaragua, etc..

La doctrine Carter des droits de l'homme est un nouveau moyen de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays ; elle apparaît comme une tentative pour répondre à l'affaiblissement interne et à l'isolement international des dictatures que les USA ont mises en place dans les années 60. Cette doctrine ne s'est pas traduite par un arrêt réel de l'aide économique, financière et militaire aux dictatures les plus sanglantes d'Amérique Latine.

Dans les pays où les Etats-Unis voient en la bourgeoisie libérale (démocratie chrétienne ou social-démocratie) une alternative possible à la dictature, capable de sauvegarder leurs intérêts, de stabiliser la situation en endiguant le mouvement populaire et en empêchant sa radicalisation, ils font des droits de l'homme leur cheval de bataille : c'est le cas par exemple au Chili où l'enquête sur l'assassinat d'Orlando Letelier met directement dans l'embarras Pinochet.

Partout au contraire où cette alternative leur semble trop faible ou trop fragile, ils soutiennent les dictatures fascistes sous leur forme actuelle.

Dans les deux cas, l'évolution qui se dessine, sur le modèle brésilien, est celle de l'institutionnalisation des dictatures ; elle prévoit le retour à un cadre juridique plus proche des pays occidentaux, le rétablissement partiel et sélectif de certains droits démocratiques qui permettrait de réinsérer dans la vie politique des secteurs de la bourgeoisie qui en sont aujourd'hui exclus. Mais cette institutionnalisation va de pair avec le maintien d'une répression extrêmement brutale du mouvement des masses, notamment de la classe ouvrière, et la poursuite de sa surexploita-

tion, comme c'est déjà le cas au Mexique ou en Colombie. De nouvelles formes de répression sont apparues : liquidation massive des prisonniers politiques et des disparus, arrestations et tortures de courte durée, plus difficiles à connaître et à dénoncer. Pour formelle que soit cette institutionnalisation, elle n'en constitue pas moins un recul des dictatures et une brèche que les luttes peuvent élargir.

Dans la dernière période, les luttes de la classe ouvrière et du peuple dans différents pays, même dans les dictatures les plus fascistes, ont connu une réactivation. C'est le cas au Chili où, après des années difficiles, les mineurs ont mené des grèves importantes ; c'est le cas au Brésil avec une large

mobilisation ouvrière dans la région de Sao Paulo, et des manifestations de rues massives ; c'est vrai aussi en Bolivie, au Pérou et ailleurs. Cet essor des luttes est inégal et discontinu, mais aucune dictature ne parvient à réduire au silence le peuple. En Argentine, malgré la tenue du Mundial, Videla n'a pu masquer aux yeux du monde les atrocités de sa dictature et l'oppression du peuple. Mais aujourd'hui, c'est tout particulièrement au Nicaragua que s'est levé un puissant mouvement populaire, à l'initiative du Front Sandiniste de Libération Nationale, pour en finir avec la plus ancienne dictature du continent.

Dans le cadre général d'un recul

momentané des peuples, avec notamment le coup d'Etat sanglant de Pinochet au Chili, une tendance à la reprise des luttes est apparue un peu partout dans le sous-continent ; la plupart des dictatures latino-américaines cherchent à remodeler leurs contours ou à s'institutionnaliser, signe d'une relative fragilité, mais d'autres peuvent se mettre en place dans les pays où la lutte de classes s'est aiguïlée. Si la volonté d'émancipation des peuples d'Amérique Latine a crû et s'est manifestée clairement, le chemin à parcourir jusqu'à la victoire est long et difficile, susceptible de retours en arrière momentanés, il est fonction aussi de la clarification politique qui commence à s'amorcer.

---

## La République populaire de Chine

---

Le 9 septembre 1976, décédait le camarade Mao Tsé-toung, président du Parti communiste chinois. Pour nous, pour les masses révolutionnaires dans le monde, Mao Tsé-toung ne représentait pas seulement le dirigeant du Parti communiste chinois qui a su établir et renforcer le socialisme dans le pays le plus peuplé du monde ; il était avant tout le dirigeant du prolétariat international. Systématisant les enseignements de la guerre populaire, analysant la place des luttes de libération nationale dans la révolution prolétarienne mondiale, réaffirmant à partir de l'expérience de retour au capitalisme en URSS la thèse fondamentale de poursuite de la lutte de classes sous le socialisme, Mao Tsé-toung a enrichi sur de très nombreux points les acquis du marxisme-léninisme. Dans la relation du Parti aux masses, il a défini la ligne consistant à partir des masses pour retourner aux masses, à enquêter auprès d'elles, à systématiser leur expérience à la lumière du marxisme-léninisme, pour élaborer ses mots d'ordre, ses directives, sa ligne politique. Il a éclairé les méthodes de direction communistes, redéfini le caractère de classe et les principes du centralisme démocratique. Il a mis à jour la lutte de lignes qui se mène dans le parti

communiste et que les communistes doivent mener consciemment pour ne pas voir leur parti dégénérer. Ainsi, il a redéfini, en les nourrissant de l'expérience du prolétariat chinois, les contours et les principes du parti communiste de type nouveau. Dans ses essais philosophiques, en particulier dans *«De la pratique»* et *«De la contradiction»*, il a systématisé les lois de la dialectique matérialiste, défini le processus de la connaissance, de développement et de résolution des contradictions.

C'est pourquoi nous reconnaissons en Mao Tsé-toung non seulement le chef historique de la révolution chinoise, mais le dirigeant du prolétariat international en lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme, contre la bourgeoisie et le révisionnisme moderne.

Après la mort du président Mao Tsé-toung, on a vu surgir dans notre pays certaines interrogations sur le devenir de la Chine. Privée de la direction du président Mao qui, pendant plus d'un demi-siècle, avait joué un rôle moteur, dirigeant, dans le développement de la lutte du peuple chinois pour la révolution de démocratie nouvelle, la construction du socialisme, et la lutte contre le révisionnisme moderne, la République populaire de

Chine, le peuple chinois allaient-ils poursuivre la gigantesque tâche dans laquelle ils s'étaient engagés ? Certains, arguant mécaniquement du devenir de l'URSS après la mort de Staline, prétextant de la chute de la bande des Quatre à l'automne 1976, un mois à peine après la mort du président Mao, répondaient hâtivement à ces questions par la négative.

Notre Parti, s'il a quelque peu été surpris par le rapide déroulement des événements en Chine à cette période, a eu à l'égard des questions que posaient ces événements une démarche pas à pas, d'étude et de réflexion. Cette réflexion d'une part, la mise à jour progressive par le Parti communiste chinois de la lutte entre les deux lignes qui s'était déroulée en son sein à cette époque d'autre part, amenèrent notre Parti à saisir plus concrètement la nature véritable de la ligne suivie par la bande des Quatre, et les graves dangers qu'elle faisait courir à la Chine. Aujourd'hui, deux ans après ces événements, et sans prétendre rendre compte, ce qui n'est d'ailleurs nullement notre rôle, de toutes les mesures concrètes prises dans divers domaines aujourd'hui par les camarades chinois nous devons examiner à la lumière du développement de la situation en Chine, si l'analyse faite par notre Parti s'est trouvée confirmée ou infirmée.

Quelles sont les bases de cette analyse ? Les conséquences politi-

ques et pratiques de la ligne suivie par les Quatre, les explications apportées par le Parti communiste chinois sur la lutte entre les deux voies en son sein en particulier depuis son 10<sup>e</sup> Congrès, nous ont amenés à approfondir notre réflexion sur les problèmes posés par l'édification du socialisme : à travers les grandes luttes qu'a menées le PCC pour tracer et développer la voie du socialisme, quels problèmes fondamentaux a-t-il rencontrés ? Pour édifier en Chine une société socialiste, transformer les rapports sociaux et les idées, pour arracher le pays à la misère et au sous-développement, quelles réponses ont été successivement avancées ? Avec quelles conséquences ? Quels enseignements peut-on en tirer sur les caractéristiques propres à cette période de transition entre le capitalisme et le communisme qu'est le socialisme ?

À travers ces questions, apparaît un double problème : d'une part le problème général de l'édification du socialisme, qui se cristallise en particulier dans la façon dont sont liées la transformation de la base économique et la transformation de la société elle-même, de ses organes de pouvoir, de l'idéologie. D'autre part, ces questions posent le problème de l'édification du socialisme en Chine-même dans les conditions spécifiques de ce pays qui, par son rôle politique mais aussi par son passé de misère et d'oppression semi-coloniales et semi-féodales, par l'importance numérique de sa paysannerie, le développement encore limité de son industrie, fait partie intégrante du Tiers-Monde.

Cerner avec plus de précision l'enjeu de ces questions permet de mieux comprendre la signification de la lutte menée contre les Quatre, et les problèmes auxquels la Chine devra faire face pour poursuivre l'édification du socialisme.

---

## «Faire la révolution» et «promouvoir la production»

---

Comment, sous le socialisme, s'articulent ces deux tâches, «faire la révolution» et «promouvoir la production» ? Cette question s'est trouvée posée à chaque moment de l'édification du socialisme en Chine. Expression de la nécessité

formulée par Mao Tsé-toung que le prolétariat poursuive la lutte de classes sous le socialisme, l'articulation entre poursuite de la révolution et développement de la production a été ainsi définie : «Il n'est pas question de substituer la révolution à la production, mais de faire en sorte que la révolution commande à la production, la stimule et l'entraîne». Cette définition, extraite du rapport du IX<sup>e</sup> Congrès du PCC, visait à combattre le point de vue erroné avancé à ce sujet, tant par Liou Chao-chi que par Lin Piao. Ce point de vue appelé «théorie des forces productives» consiste à considérer à une étape ou une autre de l'édification du socialisme, que la tâche unique est désormais la production, que ce n'est donc plus le moment de poursuivre en même temps la lutte de classe contre les débris des anciennes classes exploiteuses, les nouveaux éléments bourgeois et les idées bourgeoises qui subsistent.

Quelle était la conception avancée par les Quatre à ce sujet ? Exposée en détail dans ses conséquences et ses applications par de nombreuses organisations du Parti et de travailleurs chinois, les cheminots de Pékin, les ouvriers de l'usine de soie de Hangtchéou, les paysans de Tatchaï... elle a parfois été condensée dans la formule : *«La révolution menée à bien, la production se développera spontanément»*. Cette conception revient à distinguer 2 phases très distinctes, une pour la révolution, une pour la production donc à séparer mécaniquement les 2 éléments de cette tâche unique du socialisme : *«Faire la révolution et promouvoir la production»*.

Cependant (et c'est là ce qui différencie la conception des Quatre de celle d'un Liou Chao Chi), le fait d'arborer l'enseigne de la révolution, donnait à la position des Quatre une apparence de gauche. Pourquoi ? Apparaissant sous les traits du courant de critique des idées révisionnistes pendant la Révolution Culturelle, se présentant même comme ses défenseurs les plus en pointe, ils ont en fait déformé la cible de ce mouvement, semé la confusion sur ses causes et ses méthodes, portant ainsi atteinte simultanément au fonctionnement régulier du parti, à l'organisation de la société, et au marxisme-léninisme.

Cette ligne, ces pratiques ont entraîné de graves conséquences dans l'édification de la Chine, dans la vie politique, culturelle, matérielle du peuple chinois. Tout d'abord les Quatre ont favorisé l'apparition, au sein des usines, de groupes d'ouvriers rivaux, ont semé la division, l'hostilité, ont ainsi poussé à ce que des contradictions au sein du peuple dégénèrent parfois en conflits ouverts, en recours à la force. Cette atmosphère de division, de suspicion, présente sur les lieux de production, dans les organisations de masse et qu'ils ont essayé d'introduire dans le parti, a en particulier limité le développement de la production agricole et industrielle. Or la bataille engagée par la Chine depuis sa libération pour assurer au peuple des conditions de vie et de travail correctes, pour l'arracher au sous-développement, n'a pu remporter d'importants succès que par une intense mobilisation. Perturber les conditions de transport ou de production c'est donc directement ou indirectement retarder l'amélioration de la vie et du travail du peuple. Par exemple, que l'usine de générateurs N° 5 de Shanghai subisse un retard dans son programme, c'est toute la réalisation du projet d'irrigation des terres du Nord par le détournement des eaux du Yang Tsé-kiang qui est atteinte, c'est — conséquence non indifférente aux paysans de ces régions — les progrès dans les conditions de travail des paysans qui sont retardés d'autant, l'alimentation de toute la population, assurée grâce à une mobilisation constante, qui subit des perturbations, des retards, engendrant par moments et par endroits, des privations.

D'autre part, la confusion apportée par les Quatre dans le domaine artistique a fortement affecté la vie culturelle. Limitant les œuvres considérées comme révolutionnaires à 9 opéras dits modèles, et continuellement ressassés, la direction qu'ils avaient acquise sur le secteur culturel a produit une véritable sclérose dans la production d'œuvres littéraires ou artistiques.

De fait, et c'est là la conséquence essentielle, une telle position, loin de faire avancer la révolution, conduisait dans sa logique, à son contraire, le retour au capitalisme, la domination des idées révisionnistes. En effet, à partir du moment où ce qui se présente fondamentalement comme «activité révolu-

tionnaire» n'apparaît plus que comme un facteur de division, une activité stérile et de plus en plus nuisible à la production, l'idée se propage largement dans les couches arriérées que la «révolution» doit être terminée au plus vite.

D'autre part, il est clair qu'à partir du moment où le rôle dirigeant de la révolution sur la production est sapé, les tâches de production ne s'accomplissent plus sous la direction du Parti, dans le cadre du plan et de l'orientation d'ensemble que s'est fixés, centralement, la classe ouvrière. Du même coup, est laissé le champ libre à la formation de centres de décision particuliers, soustraits à la direction unifiée du Parti communiste. C'est par ce moyen aussi, la voie ouverte pour que, dans le domaine de la production, la technique prenne de fait le poste de commande. Ainsi, en arborant l'enseignement de la révolution, en proclamant ouvertement que, qui est révolutionnaire, «ne craint pas l'arrêt de la production et du travail», les Quatre entravaient l'amélioration des conditions de vie et de travail des masses, en fait, créaient les conditions pour que le révisionnisme se développe.

---

**«Il faut pratiquer le marxisme et non le révisionnisme, travailler à l'unité et non à la scission, faire preuve de franchise et de droiture, ne pas tramer complots et intrigues»**

---

Le lien étroit qui existe entre les positions prises à l'égard des tâches de révolution et de production, et les méthodes employées pour résoudre les contradictions qui en découlent, a été particulièrement mis en lumière par cette lutte contre les conceptions et les pratiques des Quatre.

En effet, à partir du moment où révolution et production sont séparées mécaniquement, où la lutte de classes est vidée de sa substance, quelles méthodes de direction vont en découler ?

Les explications des communistes et des travailleurs chinois montrent clairement com-

ment leur conception poussait les Quatre à évincer des postes de direction tout homme considéré par les travailleurs comme à la fois «rouge et expert», en l'affublant de l'étiquette «révisionniste» sous prétexte qu'il s'intéressait aussi à la production, aux procédés techniques etc... Les explications des travailleurs chinois montrent comment les cadres ouvriers et paysans, la direction du Parti communiste, le Parti communiste lui-même devenaient la cible principale. Plaçant à des postes de responsabilité des éléments recrutés sur la base d'un esprit non de parti mais de coterie, entravant le rôle dirigeant du parti, divisant le parti et les masses, les Quatre étaient ainsi amenés à substituer des pratiques de type bourgeois aux pratiques marxistes. Dans la lutte qu'il mène contre les conceptions des Quatre, le Parti communiste chinois a souligné la parenté profonde qui existe entre la démarche de Lin Piao et celle des Quatre. A l'inverse de la démarche de Mao Tsé-toung, qui avait pour souci constant de guérir la maladie pour sauver l'homme, de rééduquer les cadres tombés dans une voie erronée, tout en dénonçant avec toute la fermeté nécessaire la ligne erronée, la démarche des Quatre, telle qu'elle est stigmatisée dès 1974, consiste dans une appréciation définitive portée sur les hommes, qui aboutit non à unifier mais à diviser le parti, non à rééduquer ses cadres, mais à les éliminer et tout particulièrement les cadres expérimentés de la révolution de Démocratie Nouvelle. Cette démarche revient à nier que la ligne juste ne peut s'élaborer qu'à partir de la pratique révolutionnaire des masses et de tout le Parti, centralisée et systématisée dans le cadre du fonctionnement centraliste démocratique du parti. Cela signifie, dans le cadre du parti, dissimuler ses propres positions, parce que l'on sait qu'elles vont être combattues et isolées, donner un accord formel ou même approuver ostensiblement, parfois faire de la surenchère.

On voit ainsi nettement comment les trois principes inscrits depuis le X<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois dans ses statuts «pratiquer le marxisme et non le révisionnisme, travailler à l'unité et non à la scission, faire preuve de franchise et de droiture, ne pas tramer complots et intrigues»,

comment ces trois principes sont indissociables : qui suit une ligne révisionniste est nécessairement conduit à dissimuler, à tronquer les idées des masses, à les réprimer pour imposer les siennes, à intriguer. Inversement, il est non moins clair que qui «trame complots et intrigues» au sein d'un parti communiste authentique, fonctionnant selon les principes du centralisme démocratique ne pratique pas le marxisme. Particulièrement mise en lumière par la lutte engagée contre les Quatre, l'unité de ces trois principes est un enseignement précieux pour les marxistes-léninistes.

---

### «Une confusion idéologique et théorique»

---

Telles sont les principales conséquences politiques de la ligne suivie par les Quatre. A travers elles apparaissent certains aspects théoriques de leurs erreurs, qu'il est nécessaire d'étudier plus profondément. Les premières analyses produites à ce sujet par le Parti communiste chinois ouvrent la deuxième phase de la critique des Quatre : elles visent à définir plus précisément les racines de leurs erreurs, leurs fondements idéologiques et théoriques. Cette réflexion est combinée avec la publication de discours ou rapports de Mao Tsé-toung permettant une compréhension plus approfondie des contradictions qui existent sous le socialisme et des justes méthodes de résolution de celles-ci, des principes qui régissent le fonctionnement d'un parti communiste, son rapport aux masses et l'élaboration de sa ligne politique. En fait, cette phase voit s'ouvrir toute une série de questions, de débats qui, par leur importance concernent tout le peuple. Ainsi le débat sur le principe socialiste «à chacun selon son travail» que les Quatre accusaient de favoriser la restauration du capitalisme, s'articule autour de plusieurs questions théoriques : en quoi consiste le caractère transitoire de la société socialiste ? Quels rapports existent entre les rapports de production et les forces productives, entre l'économie et la politique ? Pourquoi Marx a-t-il qualifié le principe «à chacun selon son travail» de «droit bourgeois» ? Comment peut-on «créer les conditions dans lesquelles la bourgeoisie

ne puisse ni exister, ni se reformer à nouveau ? Plus largement, l'approfondissement entrepris dans la critique des positions des Quatre vise à mettre à nu l'importance des confusions apportées par ceux-ci : «Confusion dans les rapports entre connaissance et pratique, entre dirigeants et masses, entre rapports de production et forces productives, entre superstructure et base économique, entre révolution et production». L'enjeu de cet approfondissement de la critique, c'est une maîtrise supérieure de la dialectique matérialiste par le parti communiste et par les masses, du processus d'élaboration de sa ligne politique et de la résolution des contradictions au sein du parti et au sein du peuple. L'enjeu, c'est, en fin de compte, la poursuite de l'œuvre du Président Mao Tsé-toung, l'édification d'une Chine socialiste.

Ainsi, la ligne mise en avant par Lin Piao et développée par les Quatre, dans la pratique aboutissait au faible développement des forces productives, aux distorsions apportées à la démocratie, à la division du peuple.

Pourquoi ? Parce que en niant le caractère spécifique de la lutte pour la production et en particulier la nécessité d'en maîtriser de manière toujours plus précise et approfondie, les lois techniques et scientifiques, les Quatre ne permettaient pas que la conscience révolutionnaire des travailleurs guide réellement l'étude de ces lois et l'ensemble du processus de production. Ainsi, cette séparation de la révolution et de la production aboutissait à la fois à un avilissement de la notion de révolution, de politique, de lutte de classes, et à un développement de la production sur une voie de type capitaliste.

La lutte menée par le Parti communiste chinois contre les idées de Liou Chao-chi puis celle menée contre Lin Piao et les Quatre est ainsi riche d'enseignements sur la réalité de la période de transition : ce que montrent ces luttes en effet, c'est que le révisionnisme, la restauration du capitalisme peuvent se présenter sous deux faces apparemment opposées, l'une de droite, celle qui nie de fait la poursuite de la lutte de classes sous le socialisme, l'autre de «gauche», celle de Lin Piao et des Quatre, qui nie de fait la nécessité de développer les forces productives sous le socialisme. Opposées

dans leur formulation ces deux conceptions relèvent du même point de vue unilatéral et sont porteuses, à terme, du même retour en arrière.

Affirmer aujourd'hui, comme le font certains qui ne voient que de fort loin la réalité chinoise, que la Chine ferait précisément ce retour en arrière en condamnant la ligne et les pratiques des Quatre néglige cette réalité spécifique de l'étape de transition. Comment transformer les rapports de production, la superstructure si les conditions de travail et de vie des masses ne connaissent pas d'amélioration continue, si on ne développe pas les forces productives ? Inversement, le développement des forces productives, s'il est une condition indispensable à la transformation révolutionnaire de la société, ne contient-il pas aussi en germe le capitalisme, puisqu'il est lié, dans cette étape de transition, au «droit bourgeois» et en particulier à la répartition des biens selon le principe «à chacun selon son travail» ? Telle est la réalité contradictoire de l'édification du socialisme en tant qu'étape de transition entre le capitalisme et le communisme.

---

## Un pays en pleine transformation

---

La Chine est aujourd'hui engagée dans un vaste mouvement de transformation. «Edifier un puissant Etat socialiste moderne, avant la fin du siècle» tel est l'objectif qu'a fixé Houa Kouo-feng, président du Parti communiste chinois.

A quoi correspond cet appel ? Tout d'abord, il est la volonté affirmée de mettre fin au retard provoqué dans le développement des forces productives. Développer les forces productives est une condition indispensable de la poursuite de la révolution chinoise. Cet appel lancé par le Parti communiste chinois s'inscrit aussi dans la perspective qu'avait tracée Mao Tsé-toung en 1956 dès que la socialisation des moyens de production avait été pour l'essentiel achevée, développée à travers le Grand Bond en Avant et reprise, sur la base des apports de la Révolution culturelle, par la IV<sup>e</sup> Assemblée Populaire Nationale en 1975. Il s'appuie sur les immenses transformations déjà accomplies pour assurer la nourriture de la population, pour rendre

fertiles des millions d'hectares de terre, pour prévenir les inondations et les fléaux qui, il y a 30 ans encore, faisaient leurs ravages ; le Parti communiste chinois s'engage ainsi dans une voie où peut-être menée la double tâche de la révolution : celle de la libération des forces productives, de la maîtrise plus grande des procédés scientifiques et techniques, et celle de la poursuite de la révolution dans les rapports sociaux, dans les idées, dans le système de dictature du prolétariat.

Aujourd'hui la Chine se prépare à entrer dans une phase supérieure de son édification. Le but visé consiste à assurer dans un premier temps la modernisation des activités de base, dans un deuxième temps, et grâce à cette modernisation, à acquérir un niveau de développement économique comparable à celui des pays industriels avancés. La réalisation d'un tel objectif établirait avec force la vérité du principe marxiste du «développement libre, sans entraves, progressif des forces productives» une fois qu'elles sont libérées des rapports de production capitalistes.

L'édification du socialisme permet aujourd'hui à l'agriculture d'assurer à la population une nourriture quotidienne, saine et équilibrée, ceci grâce à la mobilisation intense de la plus grande partie du peuple, les paysans, grâce à un travail qui, le plus souvent encore, est fait à la main. Equiper l'agriculture de tracteurs et de moyens modernes d'irrigation, augmenter la fertilité par l'emploi d'engrais, y compris chimiques, c'est donc à la fois contribuer à améliorer les conditions de travail à la campagne, permettre l'augmentation, en quantité et en variété des aliments pour toute la population. Mécaniser l'agriculture ne peut se concevoir sans une transformation en profondeur de l'industrie, sans son extension et sa modernisation, sans un développement de la recherche scientifique et technique. Ce grand mouvement dans lequel s'engage la Chine prend en particulier pour forme et pour but la généralisation des entreprises de type Taking pour l'industrie et la généralisation des districts de type Tatchai pour l'agriculture. Quelle est la signification de ces deux exemples ?

Appeler à prendre modèle sur Taking, ce champ pétrolifère du Nord-Est de la Chine, a une grande signification.

Cette entreprise, à travers toutes les luttes qu'elle a dû mener pour vaincre les difficultés naturelles, scientifiques, politiques, constitue, par bien des aspects, la pierre où se concentrent de la manière la plus nette les acquis de l'édification du socialisme en Chine. Quels sont-ils ? La première base, c'est la conscience du rôle moteur joué par la lutte de classes, par la volonté de poursuivre la révolution.

Taking, c'est aussi l'image même de ce que peuvent réaliser la classe ouvrière et le peuple, mobilisés dans l'édification du socialisme : créer un champ pétrolier là où il n'y avait qu'une steppe, surmonter les difficultés, construire des industries de transformation, assurer pour l'essentiel, nourriture, logements, vêtements, éducation à la population, non grâce à une aide massive de l'Etat mais en comptant sur ses propres forces. Appeler à généraliser les entreprises de type Taking, c'est aussi les appeler à combiner, dans une même « unité de base », industrie et agriculture, ville et campagne, travail manuel et travail intellectuel. Ainsi la réalisation de la quasi autonomie de cette région pour les céréales, les légumes, les fruits, l'élevage grâce à la mobilisation des travailleurs et en particulier des femmes, grâce aussi à une intense recherche agronomique, le développement de cultures variées sur un terrain gelé 8 mois sur 12 associé à la création d'industries de transformation diverses s'inspirent de l'exemple de Tatchai.

Enfin, le modèle que constitue Taking repose sur une juste articulation entre la poursuite de la révolution et le développement de la production. Ainsi l'étude du marxisme-léninisme, la mise au premier plan de la conscience politique doivent s'accompagner d'une étude propre des phénomènes scientifiques et des techniques afin d'en acquérir la maîtrise. Le développement de tels ouvriers, à la fois « rouges et experts » permet qu'« ils soient vraiment maîtres de leur entreprise ».

Tel est le but aujourd'hui fixé par le Parti communiste chinois en appelant les entreprises industrielles à s'édifier sur le modèle de celle de Taking, et l'agriculture à suivre l'exemple de Tatchai.

« A long terme, a indiqué la Conférence nationale pour s'inspirer de Taking dans l'industrie, c'est une voie concrète qui est tracée pour la suppression progressive

*des trois différences (entre ouvriers et paysans, villes et campagne, travail intellectuel et travail manuel) » pour « restreindre le droit bourgeois et empêcher la formation d'une classe de bureaucrates ».*

C'est une voie ouverte vers « la transition au communisme ».

Ainsi on voit comment cette étape de transition que constitue le socialisme comporte, de ce fait-même des aspects contradictoires. D'une part le socialisme parce qu'il abolit l'exploitation, parce qu'il fait des producteurs les maîtres de la société est radicalement supérieur au capitalisme. La suppression de la propriété privée des moyens de production, les formes de propriété collective des terres, des instruments de travail, des récoltes progressivement adoptées par les paysans, sont les différences les plus immédiates. Le changement profond du système de rémunération du travail fondé sur le principe « à chacun selon son travail », tranche aussi nettement avec les systèmes antérieurs, systèmes d'exploitation. En effet en système capitaliste le salaire est fondé non sur le paiement du travail mais sur une compensation partielle par les capitalistes de l'usure de la force de travail. D'autre part, la direction exercée par la classe ouvrière sur l'ensemble du pays et en particulier dans les entreprises, le caractère collectif des décisions permettent que dans les choix effectués soit présent le souci constant de produire « pour servir le peuple », pour satisfaire ses besoins, que cette appropriation collective du pouvoir, des affaires d'Etat, par le peuple sous la direction de la classe ouvrière, devienne une réalité profonde. Ce sont là des traits qui permettent au socialisme de résoudre nombre de problèmes accumulés et aggravés par le capitalisme et de libérer toutes sortes de forces jusque-là entravées ou niées.

Cependant, le socialisme, s'il rompt radicalement avec le capitalisme, hérite de l'ancienne société nombre de marques dont il ne pourra s'affranchir que progressivement. Ainsi, si les paysans s'approprient collectivement sur la base d'une commune populaire, d'un village... terres et instruments de travail, cette propriété n'est pas encore propriété du peuple entier. Subsistent également des formes de propriété privée, très réduites, et de petite propriété. De même, le système de salaires, en payant le travail est, par certains aspects,

étroitement lié à la quantité de travail fourni ; en ce sens, il relève encore du « droit bourgeois », inégal en son fond. De même aussi, le développement des forces productives ne peut se concevoir sans que la production soit fermement organisée, c'est-à-dire sans l'application d'un certain nombre de réglementations concernant les horaires, la discipline, la répartition des tâches, les cadences etc...

Les mesures récemment prises en Chine soulignent particulièrement à notre attention ce caractère contradictoire du socialisme, ce double aspect, inhérent à l'étape de transition, qui constitue à la fois une nécessité pour passer à une étape supérieure, le communisme, et un danger, le retour au capitalisme.

Alors, quelles garanties existent que l'édification du socialisme aille réellement de l'avant ? Essentiellement la prise en compte, sous tous ses aspects de cette nature contradictoire du socialisme et la capacité du prolétariat révolutionnaire et de son parti communiste à s'appuyer sur les acquis pour les développer, à cerner les dangers pour les limiter, les restreindre, c'est-à-dire à mener la lutte de classes.

La lutte actuellement menée par le Parti communiste chinois pour le renforcement de la démocratie, est un aspect important revêtu par la lutte de classes aujourd'hui en Chine.

La publication de plusieurs textes fondamentaux de Mao Tsé-toung sur la démocratie socialiste, sur les rapports entre démocratie et centralisme, certaines mesures concrètes qui ont été prises comme l'élection des chefs d'atelier par les ouvriers, l'affirmation du droit des masses populaires à « diriger l'Etat » et à « exercer leur contrôle sur les cadres » tendent à parer aux dangers propres à la période de transition et à développer ses acquis.

Voilà les grands changements qui, avant la fin du siècle, peuvent donner à la Chine l'image non du pays « connaissant un début de prospérité » qu'elle est aujourd'hui, mais celle d'un Etat socialiste moderne.

Combinés étroitement avec le développement de la base économique, selon les enseignements de la pensée Mao Tsé-toung, l'approfondissement de la transformation de la société et le renforcement du pouvoir des ouvriers et des paysans sous la direction de leur Parti

communiste, peuvent, en prenant pour axe la lutte de classes, trouver les conditions d'un développement supérieur.

Ces transformations sont une des formes de la révolution. Dans leur réalisation, est inscrite la poursuite d'une lutte de classes acharnée et la nécessité de la mener à bien, la perspective de plusieurs révolutions culturelles tracée par Mao Tsé-toung. C'est à cette condition que la Chine ouvrira une nouvelle étape dans l'édification du socialisme.

---

## La Chine joue un rôle de plus en plus important à l'échelle internationale

---

Dans le monde entier, elle pratique l'internationalisme prolétarien, soutient la lutte des peuples et nations opprimés.

---

## La Corée du Nord

---

Divisée en deux par l'agression américaine de 1950 et par l'occupation de sa partie Sud, la Corée a connu au Nord de profondes transformations. Nationalisations des entreprises et des services, distribution des terres aux paysans et création de coopératives, la Corée a achevé pour l'essentiel, dès la fin des années 50, la socialisation des moyens de production. Mobilisé dans la reconstruction du pays ravagé par la guerre, le peuple s'emploie aujourd'hui, sous la direction du Parti du Travail, à développer la production et les techniques de manière à assurer l'indépendance économique de son pays.

Le rôle international de la Corée se développe depuis quelques années. Par son attitude ferme vis-à-vis des menaces continuelles d'agression organisées par l'impérialisme américain, la Corée participe aux luttes du Tiers Monde contre l'hégémonisme. De même, la Corée du Nord a toujours affirmé son attachement à l'internationalisme prolétarien. Elle lutte pour une réunification pacifique et libre de la Corée.

S'appuyant sur les 5 principes de la coexistence pacifique, la Chine noue des liens économiques, culturels, scientifiques avec de nombreux pays sur la base du respect mutuel de la souveraineté, de la non-ingérence et de l'intérêt réciproque.

La Chine est un pays socialiste, mais, par son passé de pays pillé et opprimé par les pressions impérialistes, par le niveau assez bas de développement de ses forces productives légué par la domination féodale et coloniale, par le rôle positif qu'elle a joué depuis le début des années 50 dans le cadre de la lutte des non-alignés, elle est un pays du Tiers Monde.

A ce double titre, elle est une force déterminante dans la lutte pour le droit des pays à sauvegarder et développer leur indépendance économique et politique, dans la lutte pour l'unité du mou-

---

## Le Cambodge

---

Pays qui, par une lutte armée prolongée a remporté la victoire contre les tentatives d'anéantissement menées par l'impérialisme américain, le Cambodge connaît aujourd'hui de graves menaces. Gravement touché par les pertes en vies humaines, par la destruction de ses ressources agricoles et industrielles, de ses transports, le Cambodge doit aujourd'hui préserver son indépendance dans des conditions rendues d'autant plus difficiles par la guerre d'agression entreprise par le Vietnam.

En effet, ce qu'il a déjà réalisé avec le Laos, le doublement de l'appareil politique et militaire lao par des Vietnamiens, et de fait la mise sous son contrôle de ce pays, le Vietnam tente maintenant de le réaliser avec le Cambodge : cette affirmation d'une volonté hégémonique régionale de la part du Vietnam s'est manifestée ces dernières années sous la forme de véritables agressions contre les frontières du Cambodge, visant à l'invasion.

Notre parti dénonce la politique hégémoniste et agressive menée par le Vietnam ; il soutient le Cambodge dans sa lutte pour la préservation de son indépendance.

vement des pays du Tiers Monde contre les pressions de l'impérialisme et des superpuissances. Elle apporte à de nombreux pays une aide économique et technique désintéressée.

D'une manière plus large, elle établit des relations avec de nombreux pays pour renforcer la lutte contre l'hégémonisme et faire reculer les risques de guerre : elle dénonce tout particulièrement les menaces que fait peser sur l'Europe la rivalité entre les superpuissances. Elle soutient les positions des pays capitalistes et impérialistes qui manifestent des tentatives de résistances aux ingérences et pressions de l'impérialisme US et du social-impérialisme.

En avançant dans la construction d'un Etat socialiste moderne, en œuvrant à rassembler le front uni mondial contre l'hégémonisme, la Chine fait reculer les facteurs de guerre et renforce ainsi la tendance à la révolution.

Ces dernières années, certains pays socialistes ont connu un infléchissement notable de leur politique qui marque une régression inquiétante dans le développement de la voie socialiste, et remet même largement en cause les acquis précédents.

---

## L'Albanie

---

L'Albanie après avoir mené une guerre de libération victorieuse contre les occupants fascistes a entrepris, au début des années 50, l'édification d'une économie socialiste.

Ainsi, pays arriéré avant la libération, l'Albanie a pu commencer à s'industrialiser et permettre que son peuple améliore ses conditions de vie. La participation du Parti du Travail d'Albanie à la dénonciation du révisionnisme moderne dans les années 60 a donné à l'Albanie une audience plus large.

Cependant, les positions prises publiquement à l'égard du Parti communiste chinois et de la République populaire de Chine, et de façon plus générale, à l'égard du marxisme-léninisme, les graves accusations qui ont été portées, contre eux, certaines affirmations formulées au VII<sup>e</sup> Congrès du PTA, sont autant de sources d'inquiétude sur la voie aujourd'hui suivie par le PTA.

## Le Second monde

Le second monde comprend essentiellement les pays capitalistes d'Europe, le Japon, le Canada et l'Australie.

Alors que ces pays maintiennent des relations de domination et d'exploitation avec les pays du Tiers Monde y compris sous forme de rapports coloniaux et néo-coloniaux, ils se trouvent en même temps confrontés à des degrés divers à la mainmise, aux vexations et aux pressions des deux superpuissances.

La crise économique, apparue en 1973, la plus grave qui ait frappé le monde capitaliste depuis la seconde guerre a mis en lumière la situation intermédiaire de ces pays. Elle a montré qu'ils étaient particulièrement vulnérables à la poussée du mouvement des pays du Tiers Monde et à leurs revendications. En même temps les pressions des deux superpuissances se sont accentuées sur ces pays, particulièrement en Europe, enjeu stratégique de leurs rivalités.

Le caractère durable des phénomènes de crise, la résistance de la classe ouvrière et des masses au renforcement de l'exploitation et de l'oppression met à l'épreuve les systèmes de collaboration de classes et la stabilité des rapports de domination.

### La construction européenne

L'élection prochaine du Parlement européen au suffrage universel, le débat suscité par le processus d'élargissement de la Communauté à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce et enfin le projet de mise en place d'un système monétaire européen ont remis au premier plan de l'actualité la question de la construction de l'Europe.

La construction européenne, engagée depuis vingt ans, qui a représenté, dans sa continuité, avant tout un effort d'harmonisation et d'intégration économiques, se trouve tributaire, du point de vue de ses objectifs politiques, de l'évolution des rapports de forces internationaux, y compris entre les impérialismes qui y sont engagés.

Face à la réalité de la menace militaire soviétique qui s'appesantit en Europe, les impérialismes européens, n'ont pas été en mesure de faire un autre choix que de poursuivre leur dépendance, au plan de la défense, vis-à-vis des États-Unis et d'accepter, comme clef de leur système de défense, le «parapluie nucléaire» américain.

Les accords d'Helsinki, en 75, qui devaient, selon les calculs américains, servir à modérer les ambitions et l'agressivité soviétiques n'ont pas eu du tout le résultat escompté : forte de la reconnaissance de sa domination sur l'Europe de l'Est, l'URSS depuis lors a continué à renforcer son dispositif militaire sur le continent, a lancé en Afrique une offensive qui menace aussi l'Europe, a accentué ses pressions sur les pays pour infléchir leur politique de défense et a exigé, à la conférence de Belgrade, dans les faits, une réduction, à son avantage, des forces de l'OTAN.

Dans ces conditions, la perspective d'une politique indépendante de défense de l'Europe a continué à s'éloigner. Tout en conservant une relative autonomie en matière de défense, l'impérialisme français a réaffirmé, dès 1974, avec les autres pays membres de l'OTAN, le «parapluie nucléaire» américain et la présence de forces US comme «indispensables à la sécurité de l'Europe». La renonciation à la doctrine de la stratégie dite «tous azimuts», en 1976, montre que l'impérialisme français, lui-même, se considère de moins en moins en mesure d'envisager de façon autonome sa politique de défense.

Toutefois, on ne peut pas dire que cette évolution d'ensemble nous ramène plus de 20 ans en arrière et aboutisse à la reconstitution d'un bloc militaire soudé, étroitement subordonné à Washington.

D'une part, l'évolution politique dans les pays d'Europe du Sud — Grèce, Espagne, Portugal et aussi Italie — a rendu beaucoup plus fragile, de ce point de vue, l'alliance atlantique.

D'autre part, une faille importante s'est produite dans cette alliance militaire : la crainte se manifeste chez les impérialismes européens, à présent, que la superpuissance américaine considère l'Europe, non plus uniquement comme un territoire, mais comme, éventuellement, un objet de marchandage, dans le cadre de sa rivalité globale avec le social-impérialisme. C'est l'Allemagne Fédérale qui a le plus mis en relief ces contradictions : elle a protesté contre les scénarios, rendus publics, du Pentagone qui prévoient, en cas d'attaque soviétique, l'abandon d'un tiers du territoire de la RFA, où sont stationnés les 3/4 de la Bundeswehr (armée allemande) : elle a pris position contre l'intention de Washington d'abandonner la bombe à neutrons, arme nucléaire pouvant contrebalancer la supériorité en armements conventionnels du pacte de Varsovie.

Les mesures prises au dernier sommet de l'OTAN (juin 78) pour renforcer le dispositif militaire américain en Europe ne semblent pas avoir réellement apaisé ces craintes.

Au plan économique, les pays européens se montrent davantage en mesure de défendre des positions communes et d'opposer des résistances aux pressions américaines.

D'une part, parce que les économies ouest-européennes, à la faveur de leur relèvement, après la guerre se sont acquises effectivement un certain nombre de positions et de relations économiques qui subsistent.

D'autre part, malgré les rivalités entre les impérialismes européens et les conflits successifs entre eux, le processus d'intégration économique engagé par le traité de Rome a abouti à une interpénétration beaucoup plus poussée de leurs économies, consolidée par le poids des mécanismes institutionnels mis en place. Ainsi la RFA est devenue le premier fournisseur et le premier client de la France, tandis que la France est son premier client et son deuxième fournisseur (après les Pays-Bas).

Une telle interdépendance dans les échanges commerciaux conduit à développer la complémentarité des appareils de production eux-mêmes. Dans ces conditions, aucune bourgeoisie européenne ne peut

plus prétendre régler seule ses problèmes, sans tenir compte de ses rivaux et partenaires. Et, si du fait de la crise, les tentatives protectionnistes au sein même de la CEE, ont été fortes, elles ont jusqu'à présent, après concertations, été surmontées.

Les États-Unis disposent pourtant de moyens très importants pour peser sur le cours de la vie économique en Europe : les investissements massifs, les implantations de multinationales qu'ils ont poursuivies depuis la guerre, et tout particulièrement à partir des années 60, leur donnent une emprise considérable, en particulier sur des secteurs de pointe. D'autre part, pour le moment, dans la mesure où le dollar reste monnaie de référence, sa chute peut être utilisée par Washington comme moyen de chantage et instrument de guerre commerciale.

En avançant le thème d'une «coopération trilatérale» entre les États-Unis, l'Europe et le Japon, l'administration américaine cherche en particulier à faire retomber le poids de ses difficultés sur ses partenaires de second rang, à détourner vers l'Europe l'agressivité commerciale du Japon et à imposer dans l'ensemble une division du travail à son profit.

Malgré leurs atouts et leurs pressions renforcées, les États-Unis se sont heurtés à une réalité communautaire et à des résistances dans plusieurs domaines importants.

— Dans la renégociation en cours depuis 1973, des accords généraux sur les échanges et le commerce (GATT) qui régissent l'essentiel du commerce international, les contradictions les plus vives opposent la CEE aux USA.

— Dans le domaine monétaire, l'initiative récente de Schmidt et Giscard en vue de constituer un système monétaire européen s'inscrit sans doute dans le processus laborieux de réalisation d'une union monétaire, programmée dès le traité de Rome, et qui a pour échéance 1980. Elle ne représente pas moins une volonté d'opposer une résistance aux dangers de la chute du dollar.

— Souvent, c'est l'Allemagne de l'Ouest et la France qui bilatéralement ont pesé pour poursuivre ou promouvoir des projets ou réalisations européennes qui contrecar-

rent les intérêts américains : c'est le cas, dans l'aéronautique de l'A 200, malgré les réticences britanniques ; le cas du programme de fusées Ariane et de satellites de communication ; le cas aussi, dans l'industrie nucléaire, avec la constitution d'un club européen pour la fabrication de surrégénérateurs, malgré les très fortes pressions américaines pour contrôler le marché mondial des centrales, et des usines de retraitement et de combustible nucléaires.

Ainsi dans la dernière période, malgré les inégalités et les divisions creusées par la crise, le poids des relations, des institutions et des intérêts communs noués durant des années, dans une phase marquée par l'expansion, a tendu plutôt à maintenir une certaine cohésion au plan économique des pays de la CEE, y compris face aux pressions très fortes de l'impérialisme américain.

Mais cette relative cohésion d'intérêts capitalistes apparaît incapable de s'inscrire au plan politique dans la perspective, même éloignée d'une entité politique de caractère supranational. Sur de grandes questions internationales on n'a pas vu, dans la période que les pays de la CEE soient en mesure d'adopter une position, ni une initiative commune, qui leur soit propre, aussi bien par exemple sur le désarmement, qu'à la Conférence de Belgrade (ou lors du conflit du Zaïre), sans pour autant qu'ils fassent vraiment bloc avec les positions américaines.

---

## Le Parlement européen

---

Le Parlement européen, dont les membres étaient jusqu'ici désignés par les parlements nationaux sur la base d'une représentation des États proportionnelle à leur population, ne disposait que de pouvoirs limités, n'étant doté que d'un rôle consultatif. Son rôle jusqu'à présent s'est limité essentiellement à gérer un budget réduit, établi par les États membres, qui résulte de l'application des traités européens, par exemple les dépenses liées à la régularisation du Marché commun agricole. C'est un Parlement aux pouvoirs toujours aussi réduits, que les neuf pays du Marché commun seront appelés à élire en juin prochain.

Toutefois, pour certains, le changement du mode de désignation des parlementaires ne devrait être qu'une étape vers un renforcement des pouvoirs de ce Parlement. Dans cet ordre d'idées on sait que le rapport de l'ex-premier ministre belge Tindemans, publié au début de 76, visait carrément à mettre en place des pôles de décisions européens contrebalançant l'autorité des États membres de la CEE. Pour ce faire, outre la proposition que les décisions des instances communautaires soient désormais prises non plus à l'unanimité mais, «au vote majoritaire», il préconisait l'attribution au Parlement européen d'une «autorité politique nouvelle», «notamment par l'exercice croissant d'une fonction législative».

Avancer, par la mise en place d'un organisme supra-national, dans la construction d'une unité politique de l'Europe, telle était la perspective. Mais, du fait des rivalités des divers impérialismes européens, encore aiguës par la crise, la perspective d'une Europe supra-nationale ne paraît guère être immédiatement à l'ordre du jour. Si l'intégration économique s'est tant bien que mal poursuivie, il n'y a guère de grandes questions politiques, comme celles ayant trait à l'évolution de la situation internationale, sur lesquelles les États ouest-européens aient fait entendre ces dernières années, une voix commune.

Et dans le domaine même de la construction économique, les décisions ont souvent été le résultat d'un laborieux compromis, tenant compte des exigences de chacun, comme l'ont montré les récents débats autour de la mise en place d'un système monétaire européen. Aucun État n'était disposé à accepter des décisions qui lui auraient été imposées par des institutions communautaires européennes.

Ceci n'exclut pas cependant à l'avenir des pressions pour donner plus de poids aux instances communautaires, celles-ci pouvant servir de terrain pour faire valoir des rapports de forces existant entre les impérialismes européens.

---

## L'élargissement de l'Europe

---

La perspective de l'élargissement de l'Europe des Neuf à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal doit être

également évaluée, en la rapportant à la situation d'ensemble de la construction européenne. Les négociations engagées avec la Grèce pour son adhésion à la CEE devraient aboutir peut-être dès 1981. Les instances communautaires ont accéléré l'examen de la demande d'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

Ces pays entretenaient déjà, de longue date, des relations plus ou moins étroites avec le Marché commun, dans le cadre d'accords spéciaux et d'associations. Le renversement ou l'extinction des régimes fascistes dans ces pays a levé un obstacle politique qui s'opposait à leur intégration dans la CEE, composée d'Etats de démocraties parlementaires bourgeoises. Si, à présent, les principaux Etats des Neuf semblent s'accorder sur le principe de ces adhésions, même s'ils débattent des modalités et des délais, c'est qu'ils se sentent, chacun, en mesure d'en tirer profit.

En ce sens, l'option favorable de la France est significative : quoi qu'en dise Giscard, la bourgeoisie française a finalement fait le choix de sacrifier les petits exploitants du Midi qui ne se révéleront pas compétitifs. De plus, il est probable que cet élargissement entraînera une accélération des restructurations industrielles, déportant vers les trois pays, où les salaires sont plus bas, les industries dites de main d'œuvre. L'augmentation supplémentaire du chômage fait donc également partie du choix des bourgeoisies européennes. Chacune s'apprête à se livrer à une âpre concurrence pour imposer ses investissements et ses marchandises dans ces trois pays. Elles escomptent également bénéficier des relations anciennes existant entre ces pays, notamment l'Espagne et le Portugal, et le Proche-Orient, l'Afrique et l'Amérique Latine.

Si la constitution d'un espace économique plus vaste semble la motivation principale des grands pays européens, il apparaît assez nettement qu'ils ont fait ce choix au détriment de la cohésion politique à réaliser au sein de la Communauté. En effet, la disparité importante du niveau de développement de ces pays, surtout de la Grèce et du Portugal, leur poids beaucoup plus faible dans les relations internationales amèneront

nécessairement les instances de la Communauté élargie à parvenir encore plus difficilement qu'à présent à une unité de vue, et peut-être à se cantonner dans des décisions de compromis. Déjà la Grande-Bretagne a suggéré que l'élargissement permettrait une gestion moins centralisée de l'Europe. D'une façon générale, la CEE ainsi élargie aura, semble-t-il, encore moins de possibilités d'apparaître comme une entité politique parvenant à prendre des positions propres sur la scène internationale.

Dans ce cadre, nous devons toutefois prendre en compte que la physionomie de cette Europe élargie sera modifiée, du point de vue des rapports de classes.

Avec ces nouveaux Etats membres, représentant plus de 50 millions d'habitants, le poids des pays d'Europe du Sud équilibrera sensiblement, avec l'Italie, les pays de l'Europe du Nord, la France étant située à la charnière des deux. Or ces pays ont à des degrés divers un certain nombre de caractéristiques communes : un passé de luttes de masse victorieuses contre le fascisme, où la classe ouvrière a joué un rôle important, une classe ouvrière sur qui pèse beaucoup moins le système de collaboration de classes et, dans l'ensemble, un développement plus net de la lutte des classes, et une stabilité politique moins grande. Ce rééquilibrage de l'Europe ainsi élargie, au profit de l'Europe du Sud entravera sans doute les efforts des bourgeoisies pour harmoniser leurs systèmes de domination de la classe ouvrière, leurs politiques de répression et de restriction des droits démocratiques (Europe des polices), et de collaborations de classes dans le sens des modèles anglais et allemands.

---

## Les pays d'Europe de l'Est

---

Le rétablissement du capitalisme en URSS a pesé d'un grand poids en faveur du processus de restauration du capitalisme dans les anciennes démocraties populaires d'Europe de l'Est.

Se transformant en nouvelle superpuissance impérialiste à la fin des années 60, l'URSS a tenté de s'assujettir les pays de cette région du monde en les soumettant à un implacable système d'exploitation

et d'oppression s'appuyant pour cela à la fois sur les nouvelles bourgeoisies qui, en Europe de l'Est, ont accaparé le pouvoir et sur ses propres forces d'occupation.

Par le biais du Conseil dit d'échange économique (COMECON), la nouvelle bourgeoisie soviétique n'a cessé d'intensifier le pillage de l'Europe de l'Est, tout en masquant le développement de ces rapports impérialistes sous des termes tels que la prétendue «division socialiste internationale du travail». L'URSS a développé avec les pays industrialisés est-européens, l'échange inégal, en leur vendant très cher ses propres matières premières (ou des matières premières extorquées à bas prix au Tiers Monde) et ses équipements, et en leur achetant à vil prix leurs produits finis et leurs ressources énergétiques. L'exploitation des travailleurs est-européens par l'URSS s'effectue entre autres par le biais de sociétés «mixtes» qu'elle contrôle et aussi en imposant une contribution directe à la réalisation de ses propres projets intérieurs, contribution opérée par le biais d'investissements, de matériaux et de main d'œuvre que l'URSS exige des pays de l'Est européens.

Le Pacte de Varsovie est devenu un redoutable instrument de domination militaire de l'URSS sur les pays de l'Europe de l'Est qui voient leurs territoires occupés par des centaines de milliers de soldats soviétiques, soit sous le prétexte de «manœuvres militaires combinées», qui servent largement de manœuvres d'intimidation, soit sous la forme d'agressions directes comme en 68 en Tchécoslovaquie. Dans ce dernier pays, malgré l'hostilité populaire et la réduction de leurs effectifs, les troupes d'occupation s'élèvent encore à des dizaines de milliers d'hommes. Le Pacte de Varsovie est également utilisé aujourd'hui par l'URSS pour tenter d'entraîner les pays est-européens dans ses interventions dans des pays du Tiers-Monde. Ainsi, en plusieurs points, notamment dans la Corne de l'Afrique, des «conseillers» militaires et économiques de pays est-européens, ont été dépêchés, à l'instigation du Kremlin. Dans cette tentative, un rôle particulier est dévolu à la RDA, qui se voit chargée par l'URSS de certaines besognes telles que l'organisation des services de sécurité, ou la

formation et l'encadrement de «milices» en Ethiopie, au Yémen du Sud...

La RDA, qui a acquis dans le passé une certaine réputation anti-impérialiste auprès du Tiers-Monde peut ainsi, du point de vue du social-impérialisme, présenter des avantages spéciaux, pour favoriser les interventions soviétiques dans le Tiers Monde.

La RDA occupe aussi une place particulière pour tenter de détourner les masses de l'Europe de l'Est d'une prise de conscience révolutionnaire. La bourgeoisie de la RDA, pays très industrialisé, et dont le niveau de vie est supérieur à celui de nombre de pays de l'Est, essaie de faire miroiter la possibilité d'une société où le confort matériel serait assuré à chacun, en contre-partie d'un renoncement à la lutte et du renforcement de l'exploitation. La RDA est aussi fréquemment utilisée comme «modèle» de référence par les révisionnistes de l'Europe occidentale contraints d'opérer une relative démarcation vis-à-vis du modèle de plus en plus discrédité et repoussant de l'Union soviétique.

La tentative de mystification est d'autant plus grossière qu'en RDA comme dans les autres pays est-européens où le capitalisme a été restauré, l'introduction des traits dégénérés de la société occidentale, le développement à large échelle de l'individualisme et de la corruption, l'étalage du luxe réservé à la nouvelle bourgeoisie qui domine le pays, sont des traits caractéristiques du régime.

De plus, en fonction des accords militaires avec l'URSS de 1957 toujours en vigueur et de nouveaux accords signés après l'invasion de la Tchécoslovaquie, l'assujettissement militaire de la RDA à l'URSS est très étroit.

Mais, malgré l'emprise soviétique, au niveau même des groupes dirigeants des pays qui en sont victimes, des oppositions apparaissent. C'est le cas de la Roumanie qui, tout en restant membre du COMECON et du Pacte de Varsovie, exprime une volonté d'indépendance et l'opposition à un diktat étranger imposé sous couvert d'«internationalisme». Cette opposition se manifeste aussi dans une certaine mesure parmi d'autres pays plus soumis, comme la Hongrie ou la Pologne par exemple. Expression de ces oppositions, la

tentative de ces pays de développer leurs relations propres avec le Tiers Monde, sans que cela serve automatiquement de relais à l'URSS.

Expression de ces oppositions aussi, la tentative de ces mêmes pays de développer leurs relations propres avec les pays capitalistes occidentaux, exemple : le développement des échanges commerciaux entre la Pologne et la France.

La domination soviétique est responsable, pour une large part, des graves difficultés économiques que rencontrent les bourgeoisies est-européennes et dont elles tendent à faire payer les conséquences aux masses populaires par le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, notamment. Ceci ne fait que renforcer l'hostilité au régime et à l'URSS de la part de la classe ouvrière et du peuple dans chaque pays concerné. La résistance qui se manifeste ainsi peut contribuer à favoriser une certaine opposition des régimes en place au diktat impitoyable de l'URSS.

Les mouvements d'opposition n'ont cessé de se développer ces dernières années en Europe de l'Est.

En Tchécoslovaquie, malgré l'occupation soviétique et la collaboration dont elle bénéficie de la part de gouvernants comme Husak, le mouvement d'opposition de la «Charte 77» qui lutte contre les atteintes aux libertés démocratiques dans le pays, en s'appuyant sur les résolutions concernant «les droits de l'homme» issues de la conférence d'Helsinki, n'a cessé de gagner en influence.

Bravant les risques d'emprisonnements, les interdits professionnels, les signataires de la Charte ont acquis une audience qui dépasse les frontières de la Tchécoslovaquie.

C'est peut-être en Pologne, qu'aujourd'hui, parmi les pays européens soumis au diktat soviétique, le mouvement d'opposition a acquis l'importance et l'originalité les plus considérables.

Se fondant sur un développement des révoltes ouvrières et sur un passé de contestation étudiante plus importants que dans n'importe quel autre pays est-européen, ayant su établir des liens effectifs avec la classe ouvrière et les intellectuels, et aussi la paysannerie, l'opposition en Pologne revêt un caractère de masse. Au point que

le régime polonais a dû reculer à plusieurs reprises, en libérant et en réintégrant à leurs postes des ouvriers emprisonnés, à la suite des mouvements d'Ursus et Radom en juin 76, ou en libérant en juillet 77 des militants du KOR (Comité d'auto-défense sociale), créé deux ans plus tôt et qui joue aujourd'hui un rôle de premier plan dans l'organisation de l'opposition au régime. C'est non seulement face à l'exploitation, la baisse du niveau de vie, l'absence de droit de grève, mais aussi face à l'emprise social-impérialiste qui pèse sur le développement du pays que les masses se dressent.

La rencontre, à la frontière Tchécoslovaquie-Pologne, en août 78, puis en septembre, du KOR et de la Charte 77, indique la volonté de deux des mouvements d'opposition les plus importants en Europe de l'Est, de coordonner leurs efforts.

Une telle initiative est non seulement une menace pour les régimes de leur pays, mais plus largement, notamment par sa valeur d'exemple, une menace vis-à-vis de la domination de l'URSS qui entend maintenir l'ordre dans sa zone d'influence.

Dans le cadre de ses visées hégémoniques, et notamment en vue d'encercler l'Europe, l'URSS est particulièrement intéressée à développer ses capacités d'intervention en Méditerranée, où elle entend se réserver la possibilité de faire passer comme bon lui semble sa flotte de guerre en vue d'agir plus rapidement dans l'Océan Indien, en Afrique, aussi bien que directement vis-à-vis de l'Europe. De ce point de vue, et aussi en tant que point de rencontre entre l'Europe et l'Asie, entre dispositif de l'OTAN et dispositif du Pacte de Varsovie, les Balkans constituent une région dont l'URSS entend s'assurer le contrôle. Sans contester, l'Union soviétique ne manquera pas de renforcer dans l'avenir, ses manœuvres pour briser les résistances à son contrôle existant dans cette région et y trouver de nouveaux points d'appui.

Dans ce contexte, la volonté d'indépendance manifestée par la Yougoslavie, qui entend se situer en tant que pays «non-aligné», est un obstacle important aux visées soviétiques.